

NATIONS UNIES

CONSEIL

DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/6426
10 juin 1965
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'OPERATION DES NATIONS UNIES A CHYPRE (Période du 11 mars au 10 juin 1965)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	3
I. FORCE DES NATIONS UNIES CHARGEE DU MAINTIEN DE LA PAIX	4
A. Composition et déploiement	4
B. Rôle et principes directeurs	7
C. Relations avec le gouvernement et avec les communautés	8
D. Liberté de mouvement de la Force des Nations Unies	9
II. ACTIVITES TENDANT A PREVENIR LA REPRISE DES COMBATS ET A MAINTENIR OU RETABLIR L'ORDRE PUBLIC	12
A. Situation militaire	12
i) Forces armées à Chypre autres que la Force des Nations Unies	12
a) Forces armées du gouvernement	12
b) Eléments combattants chypriotes turcs	13
c) Contingents nationaux grec et turc	14
ii) Evaluation générale de la situation du point de vue des possibilités de prévenir une reprise des combats	16
iii) Faits nouveaux concernant les efforts entrepris pour réduire les zones de tension	17
B. Faits nouveaux survenus dans certains secteurs et mesures prises par la Force des Nations Unies	22
i) Incidents à Nicosie	22
ii) Situation à Temblos	26
iii) Evolution de la situation dans la région de Lefka- Ambelikou	28
iv) Evolution de la situation dans la région de Kalyvakia-Chatos	29
v) L'incident de Limassol	30
vi) Observation du cessez-le-feu	31

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
C. Faits nouveaux concernant le maintien de l'ordre public	32
i) Activités de la police civile de la Force; question des personnes disparues	32
ii) L'incident de la route de Lanarca	33
III. ACTIVITES VISANT A ASSURER LE RETOUR A UNE SITUATION NORMALE	35
A. Evaluation générale	35
B. Liberté de mouvement de la population	37
C. Efforts visant au rétablissement d'une vie économique normale	39
i) Introduction	39
ii) Restrictions économiques	40
iii) Agriculture	41
iv) Marché local et marché d'exportation	44
v) Industrie	44
D. Mesures d'aide aux réfugiés et aux autres personnes en détresse	45
i) Secours du Croissant-Rouge	45
ii) Secours et approvisionnements commerciaux à Kokkina	47
iii) Problème de la réinstallation des réfugiés	49
E. Normalisation des services publics	50
i) Services postaux	50
ii) Versement des prestations des assurances sociales	51
iii) Eau, gaz, électricité, etc.	52
iv) Problèmes relatifs aux recettes publiques; réclamations individuelles	52
v) Enseignement	53
F. Fonctionnement des tribunaux judiciaires et administration de la justice	53
IV. ASPECTS FINANCIERS	56
V. L'EFFORT DE MEDIATION	57
VI. OBSERVATIONS	58
ANNEXE. CONTRIBUTIONS ANNONCEES ET VERSEES AU CCMPTIE SPECIAL DE LA FORCE DES NATIONS UNIES A CHYPRE : ETAT AU 9 JUIN 1965	

INTRODUCTION

1. J'ai l'honneur de présenter au Conseil de sécurité mon rapport sur l'Opération des Nations Unies à Chypre, afin d'exposer les faits nouveaux survenus entre le 11 mars et le 10 juin 1965 et de mettre à jour le compte rendu de l'activité menée par l'Organisation des Nations Unies dans le cadre du mandat que le Conseil de sécurité a défini dans sa résolution du 4 mars 1964 et prorogé par la suite (voir Chapitre I, section B).
2. Au moment où s'achève le cinquième trimestre de présence de la Force des Nations Unies à Chypre, la situation dans l'île demeure essentiellement inchangée. Dans l'ensemble, la paix a été maintenue et la situation militaire est calme. L'attaque de l'extérieur que l'on avait pu craindre n'a pas eu lieu. Il y a eu quelques incidents graves au cours de cette période, mais ils ont pu être circonscrits, grâce surtout à la prompte intervention de la Force des Nations Unies.
3. Le 26 mars 1965, le Médiateur des Nations Unies a présenté son rapport au Secrétaire général qui l'a transmis pour information aux membres du Conseil de sécurité (S/6253). Cependant, au moment de la rédaction de ce rapport, il semble qu'une solution pacifique et un règlement concerté du problème qui se pose à Chypre ne soient pas encore en vue.

I. FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE DU MAINTIEN DE LA PAIX

A. Composition et déploiement

4. La Force des Nations Unies à Chypre se compose de contingents militaires mis à la disposition de l'Organisation des Nations Unies par l'Autriche, le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, le Royaume-Uni et la Suède. La Force comprend également un élément de police civile dont les membres ont été mis à la disposition de l'ONU par l'Australie, l'Autriche, le Danemark, la Nouvelle-Zélande et la Suède.

5. L'effectif de la Force qui, au début de la période considérée, comptait 5 978 militaires et 173 membres de la police civile, se répartissait comme suit au 10 juin 1965 :

Militaires

Autriche (unité médicale)	47
Canada	1 149
Danemark	1 008
Finlande	926
Irlande	1 061
Royaume-Uni	1 016
Suède	964
Total	6 171

Police civile

Australie	42
Autriche	34
Danemark	40
Nouvelle-Zélande	20
Suède	39
Total	175

Effectif total de la Force 6 546

6. Les changements survenus au cours de la période considérée sont les suivants :

a) Autriche : des membres du personnel de l'hôpital de campagne autrichien ont été relevés entre le 4 et le 7 avril et entre le 20 et le 25 mai 1965.

Le transport aérien a été assuré par la BEA/Cyprus Airways.

b) Canada : le 1er bataillon des Queen's Own Rifles du Canada (effectif : 728 hommes) a remplacé le 1er bataillon des Canadian Guards (effectif : 693 hommes); l'escadron de reconnaissance des Royal Canadian Dragoons (effectif : 103 hommes) a relevé l'escadron du Lord Strathcona's Horse (effectif : 93 hommes) entre le 25 mars et le 10 avril 1965. Le transport a été assuré par l'armée de l'air canadienne.

c) Danemark : le troisième contingent danois a relevé le deuxième contingent danois entre le 17 mars et le 23 mai 1965. A l'occasion de ce mouvement de troupes, 880 militaires sont arrivés et 766 sont partis. L'effectif actuel du troisième contingent danois est de 1 001 militaires, compte tenu des hommes qui ont été maintenus dans leur affectation. Les transports ont été assurés par l'armée de l'air des Etats-Unis.

d) Finlande : le YKSP 3 a relevé le YKSP 2 entre le 19 mars et le 2 avril 1965. A l'occasion de ce mouvement de troupes, 552 militaires sont arrivés et 516 sont partis. L'effectif actuel du YKSP 3 est de 946 militaires, compte tenu de ceux qui ont été maintenus dans leur affectation. Les transports ont été assurés par la compagnie Kar-Air.

e) Irlande : le 42ème bataillon d'infanterie (effectif : 641 hommes) a relevé le 41ème bataillon d'infanterie (effectif : 627 hommes) entre le 30 mars et le 9 avril 1965. Le transport a été assuré par des appareils de l'armée de l'air des Etats-Unis.

f) Royaume-Uni : le 1er bataillon des Grenadier Guards (effectif : 489 hommes) a relevé le 1er bataillon du 22ème régiment (Cheshire) (effectif : 502 hommes) entre le 26 mars et le 10 avril 1965 et l'escadron A du 14/20 Hussars (effectif : 120 hommes) a relevé l'escadron AJAX du 2nd Royal Tank Regiment (effectif : 110 hommes) entre le 29 avril et le 8 mai 1965. Des militaires des unités suivantes ont également été relevés entre le 10 mars et le 10 juin 1965 : section de transport de la Force, détachement de mécaniciens de la Force, détachement du service

du matériel de la Force, escadrille No 6 de l'Army Air Corps et détachement du 18ème escadron de la Royal Air Force. Des appareils militaires britanniques ont été utilisés pour le transport dans tous les cas, sauf dans celui de l'escadron A du 14/20 Hussars, qui est arrivé à bord d'un navire britannique.

g) Suède : Le 30ème bataillon suédois a relevé le 28ème bataillon suédois entre le 21 mars et le 29 mars 1965. A l'occasion de ce mouvement de troupes, 777 militaires sont arrivés et 701 sont partis. L'effectif actuel du 30ème bataillon s'élève à 946 militaires, compte tenu de ceux qui ont été maintenus en affectation. Le transport aérien a été effectué par la compagnie Trans-Air.
7. Pendant la période considérée, la Force a été déployée comme suit (voir la carte jointe au présent rapport) :

Zone de Nicosie :

QG de la Force (international), y compris le QG de la police civile
QG de la zone de Nicosie (éléments de base canadiens, avec représentation des divers contingents)
Hôpital de campagne autrichien et police civile autrichienne
Contingent canadien
Contingent danois et police civile danoise
Contingent finlandais

Zone de Famagouste

Contingent suédois
Police civile suédoise

District de Limassol

Contingent du Royaume-Uni
Police civile néo-zélandaise

District de Paphos

Contingent irlandais (4ème groupe d'infanterie)
Police civile australienne (une section)

District de Morphou

Contingent irlandais (41ème, puis 42ème bataillon d'infanterie)
Police civile australienne (une section).

8. La Force reste placée sous le commandement du général K. S. Thimayya, et M. C. A. Bernardes continue d'assumer les fonctions de représentant spécial du Secrétaire général à Chypre.

B. Rôle et principes directeurs

9. Le rôle de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, tel qu'il a été défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution du 4 mars 1964, est le suivant :

"dans l'intérêt de la préservation de la paix et de la sécurité internationales, /de/ faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, /de/ contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public ainsi qu'au retour à une situation normale."

Le Conseil a confirmé sa résolution du 4 mars dans ses résolutions du 13 mars, du 20 juin, du 9 août, du 25 septembre et du 18 décembre 1964 et du 19 mars 1965^{1/}. De plus, à la 1143^{ème} séance du Conseil, le Président du Conseil de sécurité a défini le consensus auquel les membres du Conseil étaient parvenus à propos du cessez-le-feu à Chypre, consensus que le Conseil a réaffirmé dans les trois dernières résolutions mentionnées ci-dessus.

10. Les principes directeurs qui régissent l'activité de la Force ont été exposés dans le rapport du 10 septembre 1964 (S/5950, par. 7), et demeurent en vigueur. En ce qui concerne la police civile, ses fonctions sont indiquées dans les rapports du 2 mai 1964 (S/5679, par. 4) et du 11 mars 1965 (S/6228, par. 112-114).

11. Les problèmes que soulève l'exécution du mandat, et plus particulièrement les problèmes concrets que posent les relations entre le gouvernement et la communauté chypriote turque ou entre les membres des deux communautés, ont été examinés régulièrement par le Comité de liaison politique, au sein duquel le conseiller politique et le conseiller juridique principaux de la Force et le chef d'état-major adjoint ont rencontré séparément des chargés de liaison représentant respectivement le gouvernement et les Chypriotes turcs. Entre le 11 mars et le 10 juin 1965, le Comité a tenu 34 réunions, dont 17 avec le chargé de liaison politique du gouvernement et 17 avec le chargé de liaison politique chypriote turc.

^{1/} Documents S/5575, S/5603, S/5778, S/5868, S/5987, S/6121 et S/RES/201.

Pertes en hommes; discipline

12. Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, la Force n'a eu à déplorer aucune perte du fait de combats entre des membres des deux communautés. Deux soldats de la Force ont trouvé la mort et trois autres ont été grièvement blessés dans un accident de circulation. Un autre soldat de la Force s'est tué accidentellement avec sa propre arme.

13. La Force des Nations Unies à Chypre a continué de faire preuve d'une grande discipline, d'une excellente compréhension et d'un comportement digne de tous éloges. Cet état de choses est tout à l'honneur non seulement des hommes de troupe mais également des commandants de contingent et de l'état-major de la Force, qui ont joué un rôle déterminant dans le maintien des normes les plus strictes.

C. Relations avec le gouvernement et avec les communautés

14. La Force est demeurée en liaison étroite, à tous les échelons, avec le Gouvernement chypriote et avec les dirigeants de la communauté chypriote turque. Pendant la période considérée, les relations avec le gouvernement se sont sensiblement améliorées et certains des problèmes mentionnés dans le dernier rapport (S/6226, par. 14-28) ont été résolus, du moins en partie.

15. L'un des problèmes qui reste à régler est celui du rapport entre le mandat de la Force et certaines mesures adoptées par le gouvernement dans l'exercice de sa responsabilité touchant la défense de la République contre une attaque extérieure. Les autorités militaires chypriotes ont poursuivi leurs préparatifs de défense qui, dans certains cas, comprenaient diverses mesures que la communauté chypriote turque a considérées comme des provocations. A vrai dire, les autorités chypriotes n'ont guère caché que certaines de ces mesures défensives étaient destinées à prévenir le danger d'une jonction entre des envahisseurs éventuels et des éléments armés chypriotes turcs. De telles mesures ne pouvaient que provoquer une recrudescence de la tension; dans certains cas, notamment à Iefka-Ambelikou, où des combats ont effectivement éclaté, les autorités ont invoqué les exigences de la défense de l'île pour rejeter des propositions de la Force qui tendaient à prévenir une reprise des combats (voir par. 76-79).

16. Dans certains cas, le Représentant spécial et le Commandant ont eu l'impression que le gouvernement interprétait de façon si large les exigences de la défense contre une attaque extérieure que toutes les mesures militaires qu'il pourrait décider de

prendre s'en trouvaient justifiées à l'avance. Il y a lieu d'espérer que l'amélioration de la liaison entre la Force et le commandement de la Garde nationale permettra de régler les problèmes avant que des incidents ne se produisent. On trouvera à la section B (par. 74-75, 82-83) du chapitre II l'exposé de deux cas où des résultats satisfaisants ont pu ainsi être obtenus.

17. Une autre affaire qui reste à régler a trait au village chypriote turc de Mandria (district de Paphos), où la Garde nationale a informé la Force des Nations Unies qu'elle avait l'intention de construire des fortifications pour protéger l'île contre une attaque extérieure. Bien que le commandant local de la Garde nationale ait donné l'assurance que la construction de ces ouvrages ne gênerait aucunement les villageois, l'emplacement choisi est tel qu'ils entoureraient en fait le village de Mandria. Le 4 juin, le Commandant de la Force s'est rendu dans le secteur et s'est entretenu de ce problème avec les autorités militaires chypriotes et le dirigeant local des Chypriotes turcs. Les négociations se poursuivent. D'un autre côté, la situation quelque peu comparable qui existait à Famagouste, où des mesures prises par le Gouvernement pour protéger le nouveau port de Famagouste et y maintenir l'ordre avaient provoqué une recrudescence de la tension pendant les premiers mois de l'année (S/6228, par. 71-76 et annexe I), semble évoluer favorablement. Depuis le milieu du mois de mars, les autorités du gouvernement et les Chypriotes turcs semblent souhaiter la paix; on a constaté une amélioration sensible de la situation et un relâchement de la tension entre les deux communautés. Le gouvernement a supprimé plusieurs points de contrôle dans ce secteur, rendant ainsi encore plus grande la liberté de mouvement des Chypriotes turcs.

D. Liberté de mouvement de la Force des Nations Unies

18. Dans le dernier rapport (S/6228, par. 19-28), il était question de certains problèmes qui s'étaient posés à propos de la liberté de mouvement de la Force des Nations Unies, et de cas où les activités de reconnaissance de la Force avaient été entravées. Au début de février 1965, le Commandant de la Force a fait reviser les méthodes de reconnaissance de la Force de façon à éviter le plus possible toute action qui risquerait de créer des frictions. Les méthodes nouvelles sont entrées en application le 23 février et on leur doit une baisse sensible du nombre d'incidents.

19. Toutefois, au cours du mois de mars, des patrouilles de la Force ont été empêchées en quelques occasions d'entrer dans des zones qui, d'après la Garde nationale, étaient des zones d'accès contrôlé. La question des zones d'accès contrôlé a alors été examinée par l'état-major de la Force et la Garde nationale. Il a été décidé de distribuer, aussi bien aux unités de la Force qu'à celles de la Garde nationale, des cartes au 1/50 000 indiquant, en surimpression, les zones d'accès contrôlé et les routes que la Force pourrait emprunter pour les traverser. La Garde nationale a également accepté de placer des marques reconnaissables sur le sol à l'entrée de ces zones. L'application de cet accord a été plutôt lente. A la fin du mois de mai, un commandant local de la Garde nationale a cherché à créer unilatéralement une "zone d'accès contrôlé", ce que la Force n'a pu accepter, et le 2 juin une sentinelle chypriote a ouvert le feu sur un véhicule de reconnaissance de la Force qui traversait une zone d'accès limité en empruntant une piste qu'il avait été convenu que la Force pourrait utiliser; le véhicule a été atteint.
20. Par le passé, les Chypriotes turcs n'avaient généralement pas entravé la liberté de mouvement de la Force. Toutefois, pendant la période considérée, l'activité et l'agressivité accrues des unités de combat ont provoqué des difficultés dans certains cas. Cette attitude s'est nettement dessinée pendant le mois d'avril, en même temps que le rapport du Médiateur des Nations Unies et l'activité de la Force faisaient l'objet de critiques aussi bien en Turquie que dans la communauté chypriote turque. A un moment, les unités combattantes sont allées jusqu'à contester la liberté de mouvement et d'inspection de la Force à Nicosie, ou ont cherché à faire de ce droit - qui est essentiel à l'activité d'une force chargée du maintien de la paix - l'objet de conditions et de négociations. Toutefois, ce problème semble maintenant réglé (voir par. 64-65, 69-71).
21. A Kophinou, où la population chypriote turque avait augmenté l'année dernière à la suite de l'arrivée de réfugiés venus des villages voisins, les Chypriotes turcs ont créé un camp, comprenant de six à douze tentes selon les périodes, qu'ils disent consacré à des programmes de culture physique pour les adolescents. Les observateurs de la Force ont remarqué que des petits groupes de jeunes gens et

de garçons sont logés dans le camp de temps à autre et que leur programme comprend une formation militaire. Le gouvernement a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude de voir combien le camp était proche des grandes routes qui relient Limassol à Larnaca et à Nicosie, et il a demandé à la Force de veiller à ce que ce camp ne s'agrandisse pas. La Force a pu surveiller le camp depuis les collines avoisinantes, mais les troupes des Nations Unies qui ont essayé d'y pénétrer se sont heurtées depuis mars 1965 à des refus et à des menaces. En dépit de vives protestations élevées à plusieurs occasions et d'une visite du Commandant de la Force à Kophinou, au cours de laquelle il a reçu l'assurance que la situation serait rectifiée, la liberté de mouvement de la Force a continué à être entravée de temps à autre dans ce secteur.

II. ACTIVITES TENDANT A PREVENIR LA REPRISE DES COMBATS ET A MAINTENIR OU RETABLIR L'ORDRE PUBLIC

A. Situation militaire

i) Forces armées à Chypre autres que la Force des Nations Unies

a) Forces armées du gouvernement

22. Le 3 juin 1965, la Chambre des représentants a adopté une loi portant de 12 à 18 mois la durée du service militaire. Cette loi doit également s'appliquer aux hommes qui sont déjà sous les drapeaux. Il y a lieu de rappeler à ce propos que la durée du service avait été portée de 6 à 12 mois le 10 décembre 1964 (S/6102, par. 132). Cette nouvelle décision annule la démobilisation projetée des classes ayant accompli 12 mois de service, sauf pour les hommes qui seront renvoyés dans leurs foyers du fait d'exemptions plus libérales. En conséquence, l'effectif de la Garde nationale pourra être maintenu sans grand changement pour le moment.

23. Entre juin 1964 et janvier 1965, cinq classes avaient été appelées dans la Garde nationale. Le 22 mars 1965, la classe 1941 a été appelée, ce qui a porté à six le nombre total de classes sous les drapeaux. Il semble cependant que, pour cette classe plus âgée, on applique une politique libérale d'exemptions pour raisons familiales et professionnelles. Le nombre total de conscrits servant dans la Garde nationale est estimé actuellement à environ 16 000.

24. L'effectif sans cesse croissant de la Garde nationale s'est traduit par une augmentation correspondante du nombre d'unités opérationnelles. Le besoin d'officiers qualifiés qui en est résulté semble avoir été satisfait, du moins en partie, par l'arrivée dans l'île de nouveaux officiers de l'armée nationale grecque, dont un certain nombre d'aspirants sortant des écoles militaires.

L'instruction donnée aux troupes chypriotes par les officiers grecs comprend à présent l'emploi des tanks, des véhicules blindés de transport de troupes et des canons amenés dans l'île pendant les premiers mois de 1965 (voir S/6228, par. 37). L'afflux d'officiers de Grèce ne semble pas avoir accru sensiblement l'effectif total des militaires grecs (autres que les membres du contingent national grec) que l'on estime se trouver dans l'île. Faute de nouveaux renseignements plus

précis sur cet effectif, le chiffre estimatif avancé précédemment par la Force des Nations Unies est maintenu (S/6102, par. 134).

25. On estime que l'acquisition de certaines armes modernes, notamment de blindés, et la formation de soldats au maniement de ces armes ont donné à la Garde nationale une puissance de frappe appréciable, dont l'efficacité ne cesse de croître. De plus l'acquisition de véhicules de transport militaires en grandes quantités a mis la Garde nationale à même d'amener rapidement des renforts en n'importe quel point de l'île et, d'une manière générale, a amélioré sa mobilité opérationnelle.

26. La Garde nationale a consacré beaucoup d'efforts aux défenses côtières de l'île et à l'amélioration des systèmes de défense des zones névralgiques. Pour autant que l'on sache, il n'y a pas eu d'arrivages importants d'armes (ou d'autres matériels de guerre) dans l'île au cours de la période considérée, bien que les dirigeants du gouvernement n'aient pas cherché à dissimuler que certains types d'engins sol-air avaient été achetés à l'étranger.

27. De grandes quantités de ce que les autorités locales ont décrit comme des "munitions" sont entrées par le port de Limassol. Conformément à l'accord du 10 octobre 1964 (voir S/6102, par. 129), la Force des Nations Unies a, dans la plupart des cas, été avisée de l'arrivée attendue de navires transportant des cargaisons militaires, et des observateurs de la Force ont été invités à assister au déchargement.

28. Aucune modification importante de l'organisation et de l'effectif de la milice (armée territoriale) n'a été signalée (voir S/6228, par. 32). Il semble que l'effectif de la police chypriote régulière ait sensiblement diminué.

b) Eléments combattants chypriotes turcs

29. Il n'y a pas eu, au cours des neuf derniers mois, de modification notable des diverses organisations combattantes chypriotes turques, dont le commandement, généralement identifié à la Turk Mudafaa Teskilati (Organisation de défense turque) est devenu un élément établi et de plus en plus influent de la communauté chypriote turque, à tous les niveaux. Une grande autorité et un strict contrôle semblent continuer à s'exercer sur les membres des éléments combattants.

30. L'instruction et l'entraînement continus des groupes combattants, joints à un service militaire effectué dans des conditions opérationnelles, ont sans aucun doute amélioré leur efficacité. La durée du service a contribué à accroître les aptitudes des combattants individuels.

31. Il n'est pas possible d'évaluer de façon ferme l'effectif global des éléments armés chypriotes turcs dans l'ensemble de l'île. Bien qu'on ait pu constater que des éléments nouveaux avaient été recrutés parmi des classes plus jeunes, le chiffre estimatif de 12 000 hommes donné antérieurement par la Force des Nations Unies est maintenu (voir S/6228, par. 43). Il semble que les combattants adultes ne soient plus, d'une manière générale, astreints au service permanent.

32. Il n'a pas été construit de nouvelles fortifications importantes, encore qu'on ait observé certains ouvrages nouveaux dans l'enclave chypriote turque au Nord de Nicosie. Comme par le passé, les Chypriotes turcs ont eu tendance à édifier de nouvelles positions dans la zone soumise à leur contrôle chaque fois que la situation générale se dégradait. Ce cas s'est produit à diverses reprises au cours de la période considérée.

33. A l'exception de certains effets d'habillement militaires neufs, les combattants chypriotes turcs, d'après les constatations faites, n'ont pas utilisé d'équipement ou de matériel autres que ceux qui avaient déjà été observés par la Force des Nations Unies. Rien ne donne à penser à la Force qu'au cours de cette période, les éléments armés chypriotes turcs aient reçu du matériel militaire de l'extérieur.

c) Contingents nationaux grec et turc

34. L'effectif et les emplacements des deux contingents nationaux n'ont pas changé depuis le dernier rapport (S/6228, par. 46), non plus que l'attitude du Gouvernement chypriote à l'égard du Traité d'alliance du 16 août 1960, en vertu duquel ces contingents sont stationnés dans l'île.

35. Pour ce qui est de la relève d'une partie du contingent national turc qui était envisagée (S/6228, par. 48-49), le représentant spécial du Secrétaire général a, le 23 mars, transmis au président Makarios un message du Secrétaire général demandant instamment que cette opération soit autorisée à se faire. En réponse à cet appel, le Président a annoncé que son gouvernement ne s'opposerait pas à cette

relève. La Force des Nations Unies a été priée par le Gouvernement chypriote et a accepté de prêter ses bons offices pour surveiller l'opération. Une demande analogue lui avait été adressée précédemment par le Gouvernement turc (S/6228, par. 48).

36. Tout en continuant à penser que la question de la relève devait être réglée par les gouvernements intéressés, la Force des Nations Unies a offert ses bons services pour prévenir toute aggravation de la tension entre Chypre et la Turquie, son rôle se bornant à contrôler la sortie et l'entrée des troupes et des approvisionnements et à faciliter les transports et les dispositions de sécurité. La Force des Nations Unies n'a assumé aucune responsabilité quant au contrôle douanier et au dédouanement des approvisionnements par les autorités douanières de Chypre, mais elle a offert ses bons services pour faciliter ces opérations.

37. La relève a été menée à bien sans incident grave. Les partants et les arrivants étaient en nombre égal, soit 21 officiers et 317 sous-officiers et hommes de troupe. Il y a eu certains désaccords quant à la nature et à la quantité des approvisionnements turcs à admettre. Le Gouvernement chypriote a insisté pour que la quantité d'approvisionnements et de matériel admis ne soit pas supérieure à ce qu'elle avait été au cours de la relève d'octobre 1964 (S/6102, par. 140).

A la suite de négociations pour lesquelles la Force des Nations Unies a usé de ses bons offices, il a été décidé, pour résoudre provisoirement le problème, que la Force des Nations Unies assurerait la garde de tous les approvisionnements litigieux jusqu'à ce que les deux gouvernements soient parvenus à un accord définitif.

38. Les négociations menées par les Gouvernements chypriote et turc, avec l'aide de la Force, au sujet du matériel litigieux ont pris fin les 25 et 26 mai; la moitié environ des approvisionnements ont été mis alors à la disposition du contingent national turc. Les approvisionnements restants, soit une demi douzaine de caisses de pièces de rechange pour armes et de matériel de transmissions, ont été réexpédiés en Turquie via Famagouste le 26 mai 1965.

ii) Evaluation générale de la situation du point de vue des possibilités de prévenir une reprise des combats

39. Malgré les combats qui se sont produits dans la zone de Lefka-Ambelikou en mars 1965 (S/6228/Add.1) et le blocus du secteur turc de Nicosie du 15 avril au 3 mai 1965 (voir les paragraphes 58 à 70 ci-dessous), le calme a généralement régné dans l'île. Au cours du premier des incidents ci-dessus, le nombre des coups de feu tirés et des personnes atteintes a été plus élevé qu'il ne l'avait été depuis le mois d'août 1964, tandis que le second incident a considérablement troublé le calme de la vie quotidienne à Nicosie. Ces incidents ont accru la tension, mais moins que ceux relatés dans le dernier rapport (voir S/6288, par. 58). Pendant tout le dernier mois de la période considérée, la situation a été particulièrement calme, et l'on constate, dans certains des milieux le plus directement intéressés, une volonté nouvelle d'éviter les troubles, tout au moins pendant la période actuelle, particulièrement délicate du point de vue politique.

40. La Force des Nations Unies a continué d'observer les mouvements militaires dans l'île. D'après ce qu'elle a pu constater, rien n'indique qu'aucun des deux camps s'apprête à rompre le cessez-le-feu ou à concentrer ses forces en vue d'attaquer l'autre camp. Les incidents nécessitant l'intervention de la Force se sont produits à peu près au même rythme que par le passé et la Force a continué, dans toute l'île, à suivre de près les situations dangereuses pour empêcher une reprise des combats. Il lui faut pour cela s'interposer, organiser des patrouilles, et ménager des négociations constantes, toutes activités qui sont exposées en détail dans le dernier rapport (S/6228, par. 104 à 110).

41. Quant à la présence face à face d'éléments militaires hostiles (voir S/6228, par. 50 à 57), la situation est demeurée pour l'essentiel inchangée. A Larnaca, à Limassol et, dans une moindre mesure, à Paphos, le nombre des postes fortifiés du gouvernement a diminué par suite des mesures de "décrochage" (voir par. 43 à 57 ci-dessous). Toutefois, dans le nord du pays, il n'y a pas eu de changement appréciable, et les forces gouvernementales régulières se trouvent, tout comme à l'époque du dernier rapport, face à face avec les combattants chypriotes turcs à Nicosie ainsi qu'autour de Kokkina, Limnitis, Lefka et Famagouste. Dans la zone

de Lefka, depuis que la Garde nationale a occupé les collines situées de part et d'autre de la ville (voir par. 76 à 79 ci-dessous), les Chypriotes turcs sont même plus étroitement encerclés qu'auparavant, de sorte que les forces en présence se trouvent plus proches les unes des autres et que le risque d'incidents s'est accru.

42. Après les pluies de l'hiver, certaines fortifications qui avaient souffert des intempéries ont été réparées, ce qui a provoqué des accusations de part et d'autre. La Force des Nations Unies a réussi à persuader les deux camps de ne pas aménager de nouvelles positions dont l'existence puisse être considérée comme une provocation; les engagements pris de ne pas édifier de nouvelles positions en avant des lignes du cessez-le-feu ont en général été respectés. Toutefois, à l'intérieur des murs de Nicosie, où la Force des Nations Unies a hérité d'un accord de cessez-le-feu qui ne précisait pas la largeur exacte de la zone démilitarisée de la "ligne verte", on a assisté à un amenuisement continu de la zone démilitarisée au cours des derniers mois, ainsi qu'à une infiltration plus ou moins clandestine dans les locaux vacants situés de part et d'autre des rues dont la ligne suit le tracé. Cela est à l'origine de la situation qui s'est créée dans la rue de Paphos, situation qui est exposée aux paragraphes 58 à 64 ci-dessous.

iii) Faits nouveaux concernant les efforts entrepris pour réduire les zones de tension

43. Dès le début de ses opérations, la Force des Nations Unies a instamment demandé au gouvernement et à la communauté chypriote turque de s'efforcer d'éliminer les lignes de front le long desquelles les deux camps se trouvent en armes face à face. Dans mon dernier rapport, j'ai déclaré ce qui suit :

"L'île ne connaît pas la paix, mais une trêve incertaine et fragile. De plus, la situation risque de durer aussi longtemps que des éléments hostiles se trouveront face à face dans l'île et que le territoire de la République sera découpé par des lignes de front et des fortifications dont la présence contribue à la tension." (S/6228, par. 67)

La situation n'a pas changé sur ce point.

44. Au cours de la période considérée dans le présent rapport, le représentant spécial du Secrétaire général et le Commandant de la Force ont eu des entretiens approfondis avec le président Makarios et d'autres personnalités du gouvernement, ainsi qu'avec le vice-président Kuchuk et ses collègues, au sujet d'un "décrochage" des forces armées. La Force des Nations Unies a préconisé l'adoption, autant que possible dans toute l'île, de diverses mesures, à savoir : a) le retrait, au besoin unilatéral, des troupes occupant des postes armés et des positions fortifiées; b) l'élimination des barrages routiers et autres entraves à la liberté de déplacement des civils; c) l'abolition des restrictions d'ordre économique. Pour sa part, la Force des Nations Unies veillerait, en consignait l'emplacement exact des positions existantes, en opérant un redéploiement de ses éléments et en se réservant de recourir à la force, en dernier ressort, pour sa légitime défense à ce qu'aucune des positions abandonnées en application du plan de décrochage ne soit occupée par le camp opposé, et à ce qu'aucune infiltration ne se produise. Pour le cas, peu vraisemblable, où surviendraient une reprise des hostilités ou d'autres événements incompatibles avec l'esprit du plan envisagé, les troupes de l'un ou l'autre camp pourraient réoccuper immédiatement leurs positions antérieures. Une liaison satisfaisante serait maintenue en permanence.

45. Au cours des entretiens, il est apparu que le gouvernement était disposé à entreprendre, au besoin, unilatéralement, avec l'aide de la Force, des opérations de décrochage dans certaines zones. Les dirigeants chypriotes turcs ont estimé qu'ils ne pouvaient pas au début en faire autant et se retirer effectivement de leurs positions armées (voir S/6102, par. 161), mais ils ont assuré la Force des Nations Unies que l'initiative du gouvernement serait bien accueillie par les Chypriotes turcs, qui s'abstiendraient rigoureusement d'en tirer un avantage militaire. Ils se sont déclarés disposés à aider la Force des Nations Unies à consigner, par des méthodes photographiques ou autres, les positions qu'ils occupaient le long des lignes de front.

46. Dans une lettre du 21 avril, le président Makarios a informé le représentant spécial que le gouvernement entreprendrait unilatéralement à partir du 24 avril 1965, dans les districts de Larnaca, de Limassol et de Paphos, une série d'opérations conformes aux propositions de la Force, avec l'intention d'étendre ces opérations à toute l'île si l'amélioration de la situation le permettait. Tous les postes armés et toutes les fortifications (autres que les positions nécessaires pour une défense contre une attaque extérieure), ainsi que tous les points de contrôle

/...

routiers, seraient éliminés, et les mouvements des personnes et des marchandises pourraient s'accomplir normalement, sans obstruction ni retard. Le Président a exprimé l'espoir que ce geste serait dûment apprécié par les dirigeants chypriotes turcs, mais il a ajouté que le gouvernement prendrait toutes les mesures nécessaires au cas où les Chypriotes turcs chercheraient à tirer parti de la situation. A ce propos, le Président a pris acte avec satisfaction des assurances qui lui avaient été données par la Force des Nations Unies.

47. Dans une lettre en date du 23 avril 1965, le représentant spécial et le Commandant de la Force ont pris note du programme du gouvernement, se sont félicités de l'intention d'en étendre l'application à de nouvelles régions et assuré le Président que la Force des Nations Unies à Chypre continuerait à faire de son mieux pour appliquer pleinement les dispositions de la résolution du Conseil de sécurité du 4 mars 1964 et qu'à cette fin, elle fournirait toute l'assistance possible au gouvernement. La Force des Nations Unies à Chypre prendrait toutes mesures qui pourraient être nécessaires pour prévenir des incidents. La lettre soulignait que cette tâche exigerait une étroite coopération entre la Force des Nations Unies à Chypre et les forces de sécurité de Chypre et des consultations approfondies avant l'adoption par le gouvernement de toutes mesures de défense extérieure susceptibles d'avoir aussi des répercussions sur la situation entre les deux communautés.

48. La déclaration du Président a été suivie de la suppression de presque tous les postes de contrôle établis par la police de Chypre dans la partie méridionale de l'île et d'un grand nombre de postes de la Garde nationale dans les trois principales villes de la région, à savoir Larnaca, Limassol et Ktima. Le déploiement de la Garde nationale à l'extérieur de ces villes est demeuré inchangé; les défenses côtières et les camps d'entraînement n'ont pas été dégarnis.

49. Dans le district de Larnaca, la situation a été modifiée seulement en ce qui concerne les zones fortifiées de Larnaca et de Scala qui avaient été le théâtre, en décembre 1963, de violents combats qui s'étaient terminés par l'établissement d'une "ligne verte" autour des deux quartiers chypriotes turcs. La Garde nationale disposait, pour protéger la "ligne verte", de deux douzaines de postes qui n'étaient pas tous occupés de façon permanente, et de nombreuses maisons du côté chypriote turc de la ligne avaient été elles aussi fortifiées.

50. A la suite de la déclaration du Président, la majorité des postes de la Garde nationale ont été évacués et démantelés soit immédiatement soit quelques jours plus tard. Malheureusement, le chef de la communauté chypriote turque de la ville n'a pas accepté de répondre à ce geste en démantelant aucune des positions fortifiées qui entouraient les quartiers chypriotes turcs; mais il a donné au Commandant de la Force des Nations Unies à Chypre l'assurance que les Chypriotes turcs ne profiteraient pas du retrait de la Garde nationale pour opérer des infiltrations d'hommes armés en avant des positions qu'ils occupaient.

51. Dans le district de Limassol, les trois seuls postes de contrôle de la police chypriote avaient été supprimés dans la semaine qui avait précédé la déclaration du Président. La situation différait légèrement de celle qui régnait à Larnaca en ce sens qu'il n'y avait pas de "ligne verte" dans la ville et que les Chypriotes grecs comme les Chypriotes turcs pouvaient passer assez librement d'un secteur à l'autre. Il n'y avait pas de lignes de défense chypriotes turques et les postes établis par le gouvernement étaient relativement peu nombreux. Le poste de la Garde nationale le plus en évidence dans la ville a été tout de suite supprimé après l'annonce faite par le Président et il ne reste plus maintenant que le siège d'une sous-unité que l'on n'a pas encore réussi à loger ailleurs ainsi que quelques postes qui sont, dit-on, nécessaires à la défense extérieure. Toutefois les Chypriotes turcs soutiennent que ces postes entourent en fait le quartier turc.

52. Les relations entre les deux communautés à Limassol ont eu récemment tendance à se détériorer, ce pour diverses raisons et, pour la première fois depuis un an environ, des incidents se sont produits dans la ville entre le 17 et le 19 mai (voir les paragraphes 84 à 89 ci-après).

53. Dans le district de Paphos, les postes de contrôle établis par la police chypriote sur les principales routes ainsi que le poste armé de Polis ont été rapidement supprimés à la suite de la déclaration du Président mais un poste de la Garde nationale a été laissé près du pont de Xeros qui enjambe les voies de communication entre quatre villages à population mixte ou dont la population chypriote turque est très militante. A Ktima, les postes de la Garde nationale qui faisaient face au secteur chypriote turc ont été évacués. Par contre, deux postes armés et fortifiés de la police chypriote qui dominent le secteur chypriote turc, y compris

le poste établi à Mavroli dont la présence est une cause de grande irritation, ont été laissés en place et, au début de juin, un nouveau poste de contrôle a été établi à Yeroskipos. Cette mesure a eu tendance à réduire à néant l'avantage psychologique que le gouvernement aurait pu tirer dans cette région grâce aux grandes concessions qu'il a faites. Le chef de la communauté chypriote turque, tout en protestant vigoureusement contre la situation à Mavroli, a assuré que son peuple ne tirerait pas militairement parti de l'initiative prise par le gouvernement. Après la visite à Ktima du Commandant de la Force des Nations Unies à Chypre, les effectifs du poste de la Garde nationale près du pont du Xeros ont été ramenés à une section et le poste a été occupé en partie par un peloton de la Force qui patrouillera dans les villages avoisinants.

54. D'une façon générale, on estime que la tension dans le district de Paphos a baissé depuis qu'a été instituée la politique de décrochage et la Force a réussi dans la partie nord du district (région de Polis) à organiser, sous ses auspices, quelques réunions auxquelles ont assisté des représentants des deux communautés. Grâce à cette initiative, certains accords sur le relâchement des restrictions mises à la liberté de déplacement ont été conclus localement.

55. Les mesures de décrochage prises par le gouvernement n'ont eu à ce jour qu'un effet limité bien que les barrages permanents dressés par la police chypriote aient été enlevés dans les trois districts du sud et que la plupart des fortifications aient été démantelées dans les deux principales villes de la région. Le programme intéresse 40 p. 100 du territoire de l'île mais, de toute façon, les régions en question étaient relativement calmes et n'avaient pas connu de troubles graves depuis de nombreux mois. Aucune tentative n'a été faite jusqu'ici pour appliquer le programme dans des centres où règne une grande tension comme Nicosie ou Famagouste qui sont des villes entourées de remparts, ou les enclaves de Tylliria.

56. Les Chypriotes turcs ont réagi au programme en manifestant de la méfiance à son endroit, surtout en raison de sa portée géographique limitée. A Iarnaca, les Chypriotes turcs n'ont pas encore suffisamment confiance pour démolir l'un quelconque de leurs ouvrages de défense. A Limassol, les mesures de décrochage ont

coïncidé avec le regrettable incident du 17 mai (voir plus loin les paragraphes 84 à 89). A Paphos, leur effet a été gâché du fait que la police chypriote a conservé les deux postes les plus susceptibles d'irriter les Chypriotes turcs. Ces derniers n'ont jamais été en mesure d'attaquer leurs voisins; aussi la Garde nationale n'aurait rien perdu en renonçant à ses postes fixes.

57. Il ne fait pas de doute cependant que l'extension du programme du Président à de nouveaux districts, si ce programme était sincèrement appliqué par les autorités responsables, favoriserait beaucoup le retour à une situation plus normale.

B. Faits nouveaux survenus dans certains secteurs et mesures prises par la Force des Nations Unies

i) Incidents à Nicosie

58. L'accord relatif à l'établissement d'une "ligne verte" à Nicosie, conclu en janvier 1964, visait à séparer physiquement les éléments armés des deux communautés. La Force des Nations Unies n'était pas partie à cet accord qui avait été négocié avant son arrivée dans l'île, mais, lorsqu'elle est devenue opérationnelle, elle a dû tenir compte de la situation. A Nicosie, ville entourée de remparts, le tracé de la "ligne verte" suit des rues, telles que les rues Paphos et Hermes, qui font partie d'un quartier commerçant où dominent les Chypriotes grecs. Les positions des Chypriotes turcs étaient situées à une distance d'environ 50 à 100 mètres au nord de ces rues. A l'approche de l'hiver, l'an dernier, la Force avait autorisé des familles de réfugiés chypriotes turcs à chercher un abri dans des maisons inoccupées situées entre ces positions et la "ligne" proprement dite, après que le Commandant de la Force eût reçu l'assurance formelle que les Chypriotes turcs n'y infiltreraient pas d'éléments armés et n'y établiraient pas de positions fortifiées.

59. Le 5 avril, le Ministre du travail et des assurances sociales a fait savoir au Commandant de la Force qu'à compter du 7 avril, l'Office de la main-d'œuvre du district de Nicosie serait installé dans de nouveaux locaux, rue Paphos. Le Ministre demandait l'assistance de la Force pour y assurer le maintien de la

sécurité. Cette démarche semblait s'inscrire dans un programme du gouvernement destiné à rétablir des activités civiles normales sur la "ligne verte". Le 8 avril, le général Thimayya s'est rendu sur les lieux et n'a constaté aucune tentative de la part du gouvernement pour fortifier le bâtiment de l'Office de la main-d'oeuvre ou y introduire du personnel armé.

60. Dans la matinée du 15 avril, un Chypriote grec propriétaire d'un magasin sur le trottoir nord de la rue Paphos, en face du nouvel Office de la main-d'oeuvre du district, s'est rendu à son magasin qui était fermé et dont la devanture était baissée; il l'avait fermé huit mois auparavant, mais il y passait de temps à autre pour s'assurer que tout y était en ordre. Ce jour-là, les Chypriotes turcs n'avaient pas été avertis de sa visite et, au moment où il entra, il se trouva en présence d'un combattant chypriote turc qui s'était introduit dans les lieux en pratiquant un passage dans le mur arrière de la boutique. Le Chypriote turc tira deux coups de feu qui heureusement manquèrent leur cible.

61. Moins d'une demi heure après, les autorités chypriotes interdisaient, avec effet immédiat, aux Chypriotes turcs d'entrer dans la ville de Nicosie ou d'en sortir. Tous les Chypriotes turcs qui essayaient d'entrer dans la ville ou d'en sortir étaient refoulés aux postes de contrôle par la police chypriote. Cette mesure d'interdiction touchant les déplacements des civils chypriotes fut mise à exécution très rapidement et sans préavis; quelque 900 Chypriotes turcs, dans l'impossibilité de regagner leurs villages, se trouvèrent ainsi bloqués dans Nicosie; des personnes qui étaient sorties de la ville se trouvaient dans la même situation pénible.

62. Au cours de cette même matinée, à la réunion du Comité de liaison politique, le représentant de la Force des Nations Unies à Chypre a exprimé le regret que le gouvernement eût pris des mesures de rétorsion générales qui infligeaient de dures épreuves à des civils innocents.

63. Le gouvernement a dit qu'il ne lèverait le blocus qu'à condition que la Force inspecte les maisons des deux côtés de la rue pour s'assurer qu'il n'y avait pas d'éléments armés dans le quartier. Le gouvernement souhaitait également que les magasins situés sur la "ligne verte" fussent rouverts, ce qui évidemment aurait rendu impossible toute nouvelle infiltration de combattants chypriotes turcs dans le quartier.

64. Au début, les Chypriotes turcs n'ont pas accepté que le quartier fût inspecté par la Force comme le conseillaient le représentant spécial, le Commandant de la Force et le Commandant de la zone de Nicosie. Il apparut qu'au cours des mois précédents, des combattants chypriotes turcs avaient établi clandestinement des positions et des postes d'observation dans les rues où passait la "ligne verte", le plus souvent en creusant à l'arrière des maisons des passages qui leur permettaient de pénétrer dans des boutiques fermées et aux devantures baissées situées sur le côté nord des rues. Ces infiltrations tendaient à créer une situation dangereuse et intenable où des hommes armés risquaient de se trouver nez à nez; cette situation, si elle persistait, aurait rendu difficile la tâche de maintien de la paix de la Force dans le quartier et menaçait de transformer les rues en un véritable no man's land du fait qu'elle obligerait les commerçants à fermer leurs magasins des deux côtés de la ligne. La Force des Nations Unies à Chypre, n'étant pas partie à l'accord sur la "ligne verte", n'était pas disposée à faire dépendre dudit accord l'accomplissement de sa mission de maintien de la paix. La Force a insisté notamment sur ses droits illimités touchant sa liberté de mouvement, d'accès et d'inspection, qui découlent de la résolution du Conseil de sécurité en date du 4 mars 1964 et de l'accord du 31 mars 1964 concernant le statut de la Force des Nations Unies à Chypre (S/5634). La Force a également cherché à favoriser, dans le quartier, le retour à une situation normale, en encourageant la réouverture des magasins des deux côtés des rues où passe la "ligne verte".

65. Les dirigeants chypriotes turcs, pour leur part, soutenaient que le gouvernement tentait d'utiliser un blocus illégal et injustifié pour les déloger des positions qu'ils occupaient à Nicosie. Ils voulaient également soumettre

la liberté de mouvement et d'inspection de la Force dans le secteur de la "ligne verte" à des restrictions et à des conditions que le Commandant de la Force ne pouvait accepter; en effet, elles auraient permis à l'infiltration de se poursuivre dans d'autres secteurs que le tronçon de 220 pieds de la rue Paphos qui avait été le théâtre de l'incident du 15 avril. En revanche, les Chypriotes turcs étaient disposés à discuter la question d'une inspection tout le long de la "ligne verte" à condition que l'accord relatif à la "ligne verte" fut remis en vigueur dans son ensemble. Le gouvernement a jugé de ne pouvoir accepter. A certaines étapes des négociations, il est apparu que les dirigeants de la communauté chypriote turque étaient de plus en plus sous l'influence de leurs éléments les plus militants. Certains indices donnaient même à penser que les Chypriotes turcs pourraient recourir à des manifestations risquant d'entraver la circulation sur la route de Kyrenia contrôlée par la Force.

66. Malgré ces difficultés, la Force a cherché à atténuer les épreuves qu'endurait la population chypriote turque de Nicosie. A la suite de démarches pressantes de la Force, le gouvernement a relâché le blocus le 20 avril en autorisant l'entrée de vivres dans la ville, tout en maintenant l'interdiction de se déplacer pour les personnes. Un certain nombre des malades des villages voisins ont été admis à l'hôpital chypriote turc de Nicosie après vérification de leur identité par la police chypriote, et, le 18 avril, neuf Chypriotes turcs arrivés à l'aéroport ont été autorisés à pénétrer dans la ville.

67. Le 23 avril, les restrictions étaient encore en vigueur mais l'enlèvement des véhicules immobilisés dans le quartier turc de Nicosie fut autorisé à condition qu'ils ne transportent ni passagers ni marchandises figurant sur la liste limitative.

68. Le blocus a eu pour effet secondaire important que les habitants chypriotes turcs de Temblos, village situé dans les montagnes de Kyrenia, ne pouvaient se rendre à Nicosie par la route normale qui passe par Kyrenia et ont repris la construction de la route de Temblos qui traverse la montagne (voir par. 72 à 75 ci-après).

69. Le 2 mai 1965, le Vice-Président a informé le représentant spécial et le Commandant par intérim de la Force que les dirigeants chypriotes turcs reconnaissaient maintenant à la Force des Nations Unies une liberté de mouvement

et un droit d'inspection sans limite ni condition (sous réserve de donner un préavis raisonnable dans le cas d'une visite domiciliaire) afin de lui permettre de s'acquitter de ses fonctions visant à empêcher une reprise des hostilités. En particulier, les Chypriotes turcs étaient disposés à donner à la Force toute facilité pour l'inspection de tous les locaux situés dans le triangle^{1/} où s'était produit l'incident du 15 avril.

70. Les Chypriotes turcs se sont engagés à évacuer les hommes armés et les positions aux abords immédiats du triangle pour permettre de boucher les passages pratiqués dans les murs afin que toutes les boutiques de ce pâté de maisons puissent rouvrir et demeurer ouvertes. Les Chypriotes turcs n'étaient disposés à faciliter la réouverture des boutiques fermées situées sur le côté nord de la rue Paphos, que dans le cadre d'une application intégrale de l'accord relatif à la "ligne verte".

71. De bonne heure dans la matinée du 3 mai, les troupes de la Force ont entrepris d'inspecter le triangle en litige ainsi que les locaux situés du côté sud de la rue Paphos. Au cours de cette inspection, elles se sont assurées que toutes les positions fortifiées et tous les hommes armés avaient été évacués; elles ont alors bouché les passages. Cette mesure a été étendue progressivement aux autres immeubles attenants à la "ligne verte". Au cours de l'après-midi du 3 mai, le gouvernement a levé les restrictions imposées au déplacement des Chypriotes turcs qui ont pu ainsi entrer librement à Nicosie et en sortir.

ii) Situation à Temblos

72. Pour atteindre Nicosie, les Chypriotes turcs de Temblos, village situé sur le flanc nord (face à la mer) du massif de Kyrenia, doivent normalement passer par Kyrenia et franchir deux postes de contrôle du gouvernement. Une autre solution consisterait à gravir le chemin escarpé qui monte au château de St. Hilarion, d'où une route mène à la grande route Nicosie-Kyrenia contrôlée par la Force. Depuis septembre 1964, il est et a été entendu avec la Force que la Garde nationale ne se livrerait à aucun acte hostile contre le village, tandis que les Chypriotes turcs s'abstiendraient d'améliorer l'état du chemin menant à St. Hilarion.

^{1/} Formé par la rue Paphos, la rue Katerina Cornaro et la rue Notre-Dame de Tyr.

Le gouvernement avait fait preuve d'une certaine susceptibilité au sujet de l'achèvement d'une route menant à Temblos à travers un territoire contrôlé par les Chypriotes turcs car, selon lui, elle pourrait permettre aux Chypriotes turcs de menacer sur leurs arrières les positions de défense côtière de la Garde nationale, à l'ouest de Kyrenia.

73. Le 25 avril, les habitants de Temblos ont repris les travaux sur le chemin menant à St. Hilarion. Leur intention était, disaient-ils, de permettre aux vivres et autres produits de première nécessité de leur parvenir de Nicosie. Le gouvernement a immédiatement protesté auprès de la Force et la tension dans cette région a augmenté de façon perceptible.

74. Le 30 avril, le représentant spécial du Secrétaire général et le général MacDonald, alors Commandant par intérim de la Force, ont informé le gouvernement et le Cabinet du Vice-Président que la Force établirait des postes supplémentaires de chaque côté du chemin Temblos-St. Hilarion, pour s'assurer qu'il ne serait utilisé que pour la circulation des civils à des fins pacifiques. La Force augmenterait également ses effectifs interposés entre Temblos et les positions voisines de la Garde nationale.

75. Il a été convenu par la suite que les Chypriotes turcs ne poursuivraient pas leurs travaux sur cette route; des travaux d'entretien au moyen d'outils manuels étaient autorisés mais aucun matériel mécanique ne devait être utilisé à moins d'avoir obtenu l'approbation de la Force. Par ailleurs, la Force a effectué une étude technique qui a permis de constater que la route était si escarpée qu'elle ne pourrait être que difficilement praticable pour des véhicules à quatre roues et certains autres véhicules légers. La Force s'est assurée que cette route ne pouvait avoir aucune importance stratégique. Depuis cette époque, la Force a dû protester à plusieurs reprises lorsque les Chypriotes turcs ont repris leurs travaux d'amélioration de la route au moyen de matériel mécanique. Le 21 mai, le Commandant de la Force a eu un entretien avec le Vice-Président et lui a signalé ces violations de l'accord; d'autres échanges de vues avec les dirigeants chypriotes turcs ont eu lieu les jours suivants. Depuis le 4 juin 1965, les Chypriotes turcs n'ont plus effectué de travaux sur le chemin de Temblos.

iii) Evolution de la situation dans la région de Iefka-Ambelikou

76. Dans la région de Iefka-Ambelikou, la situation résultant de l'occupation des collines de Limekiln et de Peristeronari par la Garde nationale en mars 1965 (voir S/6228/Add.1) ne s'est pas encore stabilisée, et durant toute la période sur laquelle porte le présent rapport elle a été une source à la fois de tension et d'incidents qui ont fait des victimes.

77. Le gouvernement soutient qu'il a occupé ces deux collines parce qu'elles représentent un élément essentiel dans la défense de la côte de la baie de Morphou. Les habitants du village chypriote turc considèrent comme une menace les tranchées de la Garde nationale qui dominent le village de Peristeronari et les fours à chaux d'Ambalikou. En conséquence, bien que l'on ait enregistré des périodes de calme et que la Garde nationale ait fait preuve dans l'ensemble d'une discipline louable en s'abstenant de répondre aux coups de feu tirés par les Chypriotes turcs, de brusques fusillades venant de l'un et l'autre camp ont éclaté de temps à autre. Depuis le 17 mars, deux gardes nationaux ont été tués et deux autres blessés. Le dernier incident de cet ordre a été particulièrement regrettable en ce sens qu'un garde national a été tué le 24 mai par un Chypriote turc après l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu organisé par la Force des Nations Unies. Le Commandant de la Force a adressé une protestation énergique aux dirigeants chypriotes turcs..

78. Le Commandant de la Force, et en son absence le Commandant par intérim, ainsi que le Représentant spécial, se sont rendus dans la région à cinq reprises. Ils ont constaté que, du fait que les deux camps armés se trouvaient face à face et séparés par une faible distance, la Force des Nations Unies ne pouvait pas, en s'interposant ou en adoptant quelque autre méthode, empêcher que de nouveaux incidents ne se produisent. Aussi longtemps que cette situation subsistera, le risque de nouvelles fusillades et de nouvelles pertes en vies humaines ne diminuera pas. Le Commandant a formulé un certain nombre de suggestions tendant à améliorer la situation dans la région avec l'aide de la Force sans empêcher la Garde nationale de s'acquitter de sa mission concernant la défense de l'île contre une attaque venant de l'extérieur. Pour diverses raisons, ces suggestions n'ont pas jusqu'ici été acceptées par le gouvernement.

79. Dans ces conditions, les efforts de la Force se sont limités à obtenir des cessez-le-feu locaux, à essayer d'empêcher de nouveaux échanges de coups de feu, à

essayer de persuader la Garde nationale de se retirer au moins des positions se trouvant immédiatement en face des Chypriotes turcs et à encourager les bergers chypriotes turcs et les chauffourniers à reprendre leurs activités normales.

iv) Evolution de la situation dans la région de Kalyvakia-Chatos

80. Les deux villages de Kalyvakia et Chatos sont situés au centre d'un groupe de villages chypriotes turcs entre 10 et 15 miles au nord-est de Nicosie. A l'exception peut-être de Kalyvakia lui-même, la région ne constitue pas une enclave analogue à celle qui s'étend de part et d'autre de la route de Kyrenia; les précautions militaires prises par les habitants des villages se limitent dans la plupart des cas à la mise en place sur les routes, aux abords des villages, de barrages gardés par des combattants armés, plus spécialement durant les heures d'obscurité. La Force n'a pas détecté de concentration de Chypriotes turcs dans cette zone. Toutefois, les Chypriotes grecs n'utilisent pas les routes de peur d'être inquiétés. Pour sa part, la Garde nationale a demandé à la Force des Nations Unies de faciliter la liberté de déplacement des véhicules militaires dans cette zone. D'après les dirigeants chypriotes turcs, une telle initiative pourrait aboutir à des incidents.

81. Un second problème résulte du désaccord existant de longue date entre les cultivateurs des deux communautés au sujet de droits de pâture et du ramassage illicite des récoltes. Des coups de feu ont été échangés à quatre reprises et la Force a dû, plusieurs fois, négocier des règlements pacifiques.

82. Il a semblé vers la fin d'avril 1965 que la situation risquait de s'aggraver. Le gouvernement était préoccupé par la possibilité qu'une enclave chypriote turque fortifiée se forme dans cette région; les habitants des villages chypriotes turcs de leur côté redoutaient des initiatives militaires de la part de la Garde nationale.

83. Le 29 avril, le Commandant par intérim de la Force des Nations Unies a envoyé des auto-mitrailleuses canadiennes de reconnaissance à Bey Keuy, où se trouvaient déjà un peloton d'infanterie finlandaise, ainsi que deux postes d'observation suédois entre les villages chypriote turc et chypriote grec de Chatos et de Trypemeni. Cette initiative a mis la Force en mesure de patrouiller toute la zone, de signaler toute activité insolite, y compris des tentatives éventuelles de créer une enclave fortifiée, de rassurer les habitants chypriotes turcs par sa présence et par des visites régulières et d'empêcher les contestations relatives aux récoltes

de prendre un tour violent. Cette action préventive a eu l'effet désiré, et le calme règne d'une manière générale dans cette région.

v) L'incident de Limassol

84. La situation a été remarquablement calme à Limassol pendant l'année écoulée. Les dirigeants des deux communautés reconnaissaient l'importance de maintenir l'ordre. En se réunissant régulièrement pour discuter des problèmes locaux, ils avaient réussi à établir une situation assez normale par rapport à celle qui existait dans d'autres parties de l'île (voir S/6102, par. 209-216, et S/6228, par. 245-255).

85. Le 27 avril, s'étant réunis avec le Commandant de la Force pour examiner la question du décrochage, les chefs des deux communautés ont conclu un accord. Le fonctionnaire de district a donné l'assurance qu'aucune mesure ne serait prise contre les éléments militaires de la communauté chypriote turque à moins que des armes ou des uniformes militaires ne soient ouvertement portés. Les dirigeants chypriotes turcs ont garanti que cela ne se produirait jamais et que les Chypriotes turcs ne quitteraient pas leurs positions et n'en établiraient pas de nouvelles.

86. Par la suite, les deux communautés devaient se départir de l'esprit de cet accord. Le 17 mai, la Garde nationale est intervenue à Limassol contre des maisons fortifiées chypriotes turques. Il existe différentes versions de la manière dont l'incident a commencé, mais les gardes nationaux sont entrés de force dans un certain nombre de maisons chypriotes turques, à la périphérie du quartier turc, et ont saisi plusieurs armes, pendant que les combattants chypriotes turcs se trouvaient au stade où ils se préparaient à une revue. Quelques coups de feu ont été tirés par les gardes nationaux, qui ont soutenu qu'un engin explosif avait été lancé sur un véhicule par des Chypriotes turcs. Par bonheur, il n'y a eu ni dégâts sérieux ni victimes. La Force des Nations Unies est intervenue et les deux camps ont fait preuve de retenue en s'efforçant de limiter la portée de l'incident et en veillant à ce que des éléments indisciplinés n'agissent plus de leur propre initiative.

87. Le 19 mai, les Chypriotes turcs ont célébré la fête nationale en organisant une revue dans leur stade; à cette occasion, des uniformes militaires ont été portés.

88. A la suite de ces deux incidents, chaque communauté a perdu confiance dans les dirigeants de l'autre, de sorte que les réunions régulières du Comité de liaison de district ont été suspendues et que la tension entre les deux communautés s'est considérablement accrue.

89. A condition que toute action extrémiste soit évitée de part et d'autre et qu'aucune communauté n'exige de l'autre plus qu'une atténuation des problèmes locaux en attendant qu'une solution définitive puisse être mise au point, on peut espérer que la situation pacifique qui règne habituellement dans le district sera rétablie.

vi) Observation du cessez-le-feu

90. On a noté, dans l'ensemble, une légère diminution du nombre des fusillades dans toutes les parties de l'île, sauf dans le district de Morphou, où l'incident de Iefka-Ambelikou survenu en mars dernier (S/6228/Add.1) et l'affrontement direct qui en est résulté continuent à être la principale cause de tension et de heurts.

91. Le tableau ci-après indique le nombre de fusillades qui se sont produites pendant la période considérée, avec les chiffres correspondants pour les périodes couvertes par les précédents rapports :

	<u>8 mars au</u> <u>10 juin 1965</u>	<u>9 décembre 1964</u> <u>au 7 mars 1965</u>	<u>9 septembre au</u> <u>8 décembre 1964</u>	<u>9 juin au</u> <u>8 septembre 1964</u>
Zone de Nicosie	89	97	124	191
Zone de Famagouste	10	44	16	10
District de				
Limassol	5	7	6	5
District de Paphos	2	7	4	
District de				(
Morphou	153	67	10	(53
<u>Total :</u>	<u>259</u>	<u>222</u>	<u>160</u>	<u>259</u>

92. Trente de ces fusillades constituaient, de l'avis de la Force, des violations du cessez-le-feu; ce chiffre représente une diminution d'environ un tiers par rapport au nombre de ces violations enregistrées pendant la période sur laquelle portait le rapport du 11 mars 1965 (S/6228, par 92). Quatorze violations se sont produites dans la zone de Nicosie et 16 dans le district de Morphou. Quinze ont été

/...

attribuées aux gardes nationaux et 15 aux Chypriotes turcs. La Force a formulé des protestations dans chaque cas où il a été établi qu'une violation du cessez-le-feu avait été commise.

93. Le tableau ci-après indique les pertes subies pendant la période considérée (on a indiqué entre parenthèses les pertes subies pendant la période sur laquelle portait le dernier rapport (S/6228, par. 94) :

	<u>Chypriotes grecs</u>	<u>Chypriotes turcs</u>	<u>Total</u>
<u>Tués</u>			
Intentionnellement	3 (-)	1 (1)	4 (1)
Accidentellement	- (1)	- (-)	- (1)
<u>Total</u>	3 (1)	1 (1)	4 (2)
<u>Blessés</u>			
Intentionnellement	3 (-)	- (1)	3 (1)
Accidentellement	- (1)	- (2)	- (2)
<u>Total</u>	3 (-)	- (3)	3 (3)

94. Il n'y a eu, au cours de la période considérée, aucun survol de Chypre par des avions turcs que les observations de la Force aient permis de confirmer.

C. Faits nouveaux concernant le maintien de l'ordre public

i) Activités de la police civile de la Force; question des personnes disparues

95. La police civile de la Force a continué à s'acquitter de ses attributions, qui sont exposées dans les rapports précédents (S/5679, par. 4, et S/6228, par. 112-114). La suppression, dans le cadre de la politique de décrochage du gouvernement, de certains postes de contrôle établis par la police chypriote a facilité la tâche de la police civile de la Force dans les trois districts touchés par cette mesure (Larnaca, Limassol et Paphos). En revanche, un certain nombre de nouvelles tâches ont été assumées par la police civile à la suite des nouveaux événements survenus dans la zone de Nicosie (voir par. 58-75).

96. La police civile est maintenant chargée de contrôler la circulation des véhicules et des piétons dans les villages de Geunyeli et d'Orta Keuy, lorsque des convois de la Force empruntent la route de Kyrenia. Un détachement de la police civile a également été posté sur le chemin de Temblos à Saint-Hilarion afin d'assurer

qu'il n'est utilisé que pour la circulation de civils. Un système de patrouilles mixtes composées de membres de la police civile de la Force et de la police chypriote a été institué sur la "ligne verte" de Nicosie. Ce système est également pratiqué à Ktima (district de Paphos), avec la participation de la police chypriote et du contingent irlandais de la Force.

97. La Force a effectué 32 enquêtes importantes sur des incidents dans lesquels le conflit intercommunautaire semblait avoir joué un rôle d'une certaine importance. Parmi ces incidents figuraient 12 affaires d'homicide ou de tentatives d'homicide, onze explosions de bombes, un incendie présumé criminel et quatre incidents comportant le sabotage de lignes téléphoniques. D'autres enquêtes de la Force ont porté sur des cas de détention de Chypriotes turcs, de confiscation de biens chypriotes turcs, de dommages causés à des biens et de culture ou de récolte illicites, ainsi que sur des incidents de la circulation.

98. En liaison avec le Comité international de la Croix-Rouge et les autorités compétentes, la Force a enquêté au sujet de 13 personnes (5 Chypriotes grecs et 8 Chypriotes turcs) déclarées disparues pendant la période considérée. Toutes ces personnes ont été retrouvées. Parmi les personnes antérieurement déclarées disparues (S/6228, par. 117 et 118), un Chypriote turc a été retrouvé le 7 juin. Sont toujours manquants 208 Chypriotes turcs, 41 Chypriotes grecs, 3 ressortissants britanniques et un ressortissant allemand. Les efforts déployés pour retrouver ces personnes ont été vains.

ii) L'incident de la route de Ianarca

99. Le 11 avril 1965, deux syndicalistes, l'un Chypriote turc, M. Dervish Gavazoglou, et l'autre Chypriote grec, M. Costas Mishaoulis, ont été trouvés assassinés dans une automobile sur la route de Ianarca, à 13 miles de Nicosie. La Force a aidé les autorités dans leur enquête. En raison des conditions qui règnent dans l'île et de l'impossibilité pour les autorités gouvernementales et les représentants de l'ordre de se déplacer librement dans toutes les régions, même pour enquêter sur un crime grave, il n'a pas été possible d'identifier les criminels, qui ont ainsi échappé aux sanctions de la loi.

100. Le 14 avril, les dirigeants chypriotes turcs ont publié une déclaration dans laquelle ils désolidarisaient leur communauté des criminels et se prononçaient contre tous actes de terrorisme.

101. M. Gavazoglou était notoirement favorable à une coopération entre les membres des deux communautés; il habitait dans le secteur chypriote grec de Nicosie. A tort ou à raison, les assassinats ont eu pour effet de décourager les membres de chacune des deux communautés de reprendre des relations normales avec des membres de l'autre communauté.

III. ACTIVITES VISANT A ASSURER LE RETOUR A UNE SITUATION NORMALE

A. Evaluation générale

102. Par sa résolution du 4 mars 1964, le Conseil de sécurité a confié à la Force des Nations Unies à Chypre un double rôle : d'une part, prévenir toute reprise des combats et contribuer au rétablissement et au maintien de l'ordre public, et d'autre part, contribuer au retour à une situation normale. Les rapports antérieurs sur l'Opération des Nations Unies à Chypre ont rendu compte des efforts entrepris par la Force pour s'acquitter de l'ensemble de son mandat, et ils ont indiqué en particulier que les efforts tendant à favoriser le retour à une situation normale avaient atteint leur limite (S/6228, par. 122-125 et 277).

103. Durant la période considérée, la Force a continué à s'acquitter de sa mission journalière, aplanissant les difficultés administratives, économiques, sociales et judiciaires résultant de la scission des deux communautés. Bien entendu, les causes profondes de ces difficultés demeurent.

104. La population chypriote turque a continué à être soumise à des mesures vexatoires de divers types, dont certaines fort pénibles, et parmi lesquelles on peut citer la restriction de la liberté de déplacement des civils, les restrictions économiques et la privation de certains services publics essentiels, sans parler des souffrances des réfugiés. Les efforts entrepris par la Force pour amener un retour à une situation normale ont visé entre autres choses à faire lever les mesures restrictives qui frappent une section de la population du pays et à permettre à la masse des Chypriotes de vaquer à leurs occupations légitimes et de vivre normalement sans crainte de violence ou de discrimination.

105. Tout en insistant sur le droit et le devoir qu'il a d'étendre d'une manière ordonnée son autorité souveraine sur l'ensemble du territoire de la République, le gouvernement s'est montré de manière générale disposé à accepter certaines mesures tendant à rétablir une situation normale dans un certain nombre de zones. Les Chypriotes turcs soulignent toutefois que le gouvernement est libre de revenir quand il l'entend sur les concessions qu'il a faites, ce qui s'est produit d'ailleurs lorsqu'il a imposé le blocus de Nicosie (15 avril-3 mai 1965) ou lorsque, à diverses reprises, il a renforcé les restrictions économiques; ils font également ressortir que, dans ces conditions, les mesures visant à amener un retour à la situation normale ne fournissent pas à la communauté chypriote turque les garanties nécessaires sur le plan politique ou en matière de sécurité.

106. Les dirigeants chypriotes turcs ont adopté une position strictement opposée à toute mesure pouvant amener des membres des deux communautés à vivre et à travailler ensemble ou risquant de placer les Chypriotes turcs dans une situation où ils seraient tenus de reconnaître l'autorité des agents du gouvernement. En fait, étant donné que les dirigeants chypriotes turcs se sont fixés comme objectif politique la séparation physique et géographique des communautés, il n'est guère probable qu'ils encouragent les Chypriotes turcs à entreprendre des activités qui pourraient être interprétées comme démontrant les avantages d'une autre politique. Le résultat est une politique apparemment délibérée d'autoségrégation de la part des Chypriotes turcs. Le gouvernement soutient que les difficultés que connaît la population chypriote turque sont le résultat direct de la politique d'isolement que les dirigeants chypriotes turcs imposent par la force à la masse de la population. Les Chypriotes turcs affirment que les mesures restrictives sont imposées par le gouvernement dans l'intention de faire pression sur la communauté turque, pour l'amener à se soumettre et pour la détruire politiquement, et que les Chypriotes turcs sont tous unis dans leur volonté de résister.

107. Aucune possibilité de sortir de l'impasse résultant de ces politiques opposées n'est apparue durant la période considérée, bien que la situation soit devenue beaucoup moins explosive depuis la levée du blocus de Nicosie le 3 mai 1965. La Force a fait de son mieux pour résoudre les difficultés inhérentes à cet état de choses, et elle a continué à insister auprès des parties pour qu'elles acceptent d'un commun accord le retour à une situation normale dans le pays, sans préjuger la solution qui sera apportée en définitive au problème. Ces efforts ont été poursuivis sans relâche, et ils ont en fait abouti à une amélioration considérable du sort du Chypriote turc moyen dans la plupart des zones, ainsi qu'une amélioration de la situation des Chypriotes de toutes les communautés en matière de sécurité et dans le domaine économique. Aucune des deux parties en présence ne s'est montrée disposée à aller au-delà du statu quo, sauf moyennant des concessions politiques inacceptables par l'autre partie. Sans un nouveau changement d'attitude du gouvernement et des dirigeants chypriotes turcs ou sans progrès appréciable vers une solution politique, il n'est guère probable que l'on puisse revenir dans l'avenir immédiat à une situation normale dans les domaines administratif, judiciaire et économique ou dans les domaines

/...

connexes. Le retour à une situation normale sur le plan militaire, grâce au décrochage ou à quelque autre initiative, offre pour diverses raisons des perspectives plus encourageantes à l'heure actuelle, et peut-être en définitive conduira-t-il d'une manière générale à hâter le rétablissement à une situation normale dans le pays.

B. Liberté de mouvement de la population

108. C'est au degré de liberté de mouvement de la population civile chypriote que l'on peut évaluer la nature des conditions politiques dans l'île; en effet, chaque fois que la situation politique s'aggrave, les restrictions sont invariablement renforcées et leur application devient plus rigoureuse. Au cours de la période considérée, il y a eu dans certaines zones quelques tentatives en faveur d'un retour aux conditions normales, mais les progrès ont été en général sporadiques et on a noté quelque recul.

109. Le blocus institué par le gouvernement à Nicosie le 15 avril à la suite de coups de feu (voir par. 58 à 71) a marqué un recul important, bien que temporaire.

110. Depuis la levée des restrictions le 3 mai, le nombre de Chypriotes turcs entrant dans la ville fortifiée ou en sortant a été en moyenne de 700 à 800 personnes par jour, soit à peu près autant qu'avant le 15 avril. La police fouille tous les civils et les véhicules qui entrent dans le secteur turc, manifestement pour empêcher que d'éventuels combattants puissent y entrer et pour veiller à ce que les Chypriotes turcs n'achètent ou ne transportent aucun article figurant sur la liste des articles interdits.

111. Le poste de contrôle de la Porte de Famagouste, par lequel doivent passer presque toutes les marchandises à destination du secteur chypriote turc, demeure en place comme auparavant. Les Chypriotes continuent à se plaindre de ce que la police effectue des fouilles inutilement minutieuses et confisque, habituellement en échange d'un reçu, des marchandises considérées comme étant de nature stratégique, mais dont certaines ne figurent pas sur la liste des articles interdits. En mars 1965, les Chypriotes turcs ont présenté à la Force des Nations Unies une liste de marchandises qui auraient été confisquées ou endommagées. La Force des Nations Unies a examiné ces plaintes, a conclu que certaines étaient tout à fait fondées et a aidé dans certains cas à obtenir que ces marchandises

soient restituées ou qu'une compensation soit accordée. Il y a également eu des plaintes au sujet de fouilles inutilement brutales et d'un manque de délicatesse dans les fouilles opérées sur les femmes par des agents de police féminins de Chypre. En certains endroits, par exemple à Kokkina, les fouilles ont souvent été beaucoup plus rigoureuses qu'à Nicosie. Le personnel de la Force a régulièrement observé le déroulement de ces fouilles et s'est efforcé d'empêcher des abus.

112. Les Chypriotes turcs continuent à refuser strictement la liberté de mouvement aux Chypriotes grecs dans le secteur chypriote turc de Nicosie et dans l'enclave située au nord de la ville. La même situation persiste dans d'autres zones contrôlées par les Chypriotes turcs (voir S/6228, par. 50 et 52). Les arrangements conclus pour escorter les véhicules sur la route de Kyrenia contrôlée par la Force des Nations Unies à Chypre (voir par. 113 ci-dessous) et les mouvements à travers la tête de pont de Limnitis (par. 114 ci-dessous) sont des exceptions à cette règle. Un certain nombre de Grecs et de Chypriotes grecs, en uniforme et en civil, qui sont passés en territoire contrôlé par les Chypriotes turcs, ont été arrêtés par les Chypriotes turcs et relâchés après avoir été interrogés.

113. Les convois de la Force des Nations Unies à Chypre ont continué à circuler conformément aux dispositions de l'accord relatif à la réouverture de la route de Kyrenia sous le contrôle exclusif de la Force. Du 1^{er} au 30 avril 1965, les convois qui ont emprunté cette route ont totalisé 1 666 véhicules et 4 635 passagers et du 1^{er} au 31 mai, 2 045 véhicules et 5 212 passagers. La circulation la plus intense a été enregistrée au cours de la semaine commençant le 30 mai :

625 véhicules transportant 1 950 passagers ont été escortés. Une nette diminution de la circulation a été observée à la mi-avril 1965, ce qui a coïncidé avec le blocus gouvernemental des Chypriotes turcs à Nicosie. Il y a eu plusieurs incidents, tous sans gravité, au cours desquels des Chypriotes turcs conduisant des véhicules civils sur la route de Kyrenia ont refusé d'obéir aux soldats de la Force des Nations Unies à Chypre qui les invitaient à dégager la route pour laisser passer des convois. La Force des Nations Unies à Chypre estime que l'on peut encore assouplir la liberté de mouvement dans la zone de Nicosie-Kyrenia et elle s'entretient actuellement avec les autorités gouvernementales compétentes et les dirigeants chypriotes turcs à ce sujet.

114. Le 10 mai, la Force a conclu, à Limnitis, un arrangement aux termes duquel tous les véhicules civils peuvent emprunter la tête de pont pendant la journée, à condition de respecter certaines restrictions ayant trait au port des uniformes, au port d'armes, etc. Ceci a permis de supprimer pendant la journée les escortes fournies toutes les heures par la Force aux véhicules chypriotes grecs utilisant la route et passant par la tête de pont. Au moment de la rédaction de ce rapport, cet arrangement fonctionne bien et certains problèmes mineurs sont en voie de règlement. Des négociations sont également en cours pour obtenir l'accord des intéressés pour des arrangements concernant le passage en libre transit, à travers Kokkina, de produits agricoles provenant de villages situés dans l'Ouest.

115. Les dirigeants chypriotes turcs continuent d'exercer un contrôle effectif sur le libre mouvement des membres de leur propre communauté. Les Chypriotes turcs qui veulent se déplacer en dehors de la ville close de Nicosie doivent obtenir un permis; cette mesure vise manifestement à empêcher les enlèvements opérés par les Chypriotes grecs. On signale que les Chypriotes turcs risquent de se trouver dans une situation difficile au sein de leur communauté s'ils ne limitent pas les contacts avec leurs compatriotes chypriotes grecs à un strict minimum. Ceux qui obtiennent des permis doivent regagner le quartier turc dès qu'ils ont accompli ce qu'ils avaient à faire dans l'autre secteur. Il est naturellement difficile à la Force des Nations Unies à Chypre de déterminer dans quelle mesure la politique de ségrégation que les Turcs appliquent d'eux-mêmes (voir S/6228, par. 53 à 57) est le résultat de l'emploi de la manière forte par les dirigeants (comme le prétend le gouvernement) ou de craintes tout à fait réelles des Chypriotes turcs en ce qui concerne leur sécurité.

C. Efforts visant au rétablissement d'une vie économique normale

i) Introduction

116. La situation anormale qui règne à Chypre depuis décembre 1963 ne pouvait manquer d'avoir des répercussions sur la croissance économique de l'île. L'année 1964 a été une année de régression relative : on a enregistré une contraction générale des investissements et plusieurs secteurs, notamment le bâtiment, les importations et le tourisme, ont été fortement touchés par la crise. Le produit

intérieur brut a nettement diminué. Toutefois, les fondements de l'économie sont restés solides. Les réserves monétaires ont manifesté une grande stabilité. Il ne s'est produit aucune fuite importante de capitaux. Dès les derniers mois de 1964, on relevait des indices de reprise. En juin 1965, grâce au calme relatif qui a régné à Chypre pendant plusieurs mois, les répercussions des difficultés politiques sur l'économie de l'île prise dans son ensemble s'étaient encore atténuées. 117. La situation économique des Chypriotes turcs, considérée séparément, présente un tableau différent. Le seul élément encourageant de leur situation économique actuelle est que les perspectives de l'agriculture, qui constitue l'activité principale de la communauté chypriote turque, sont bonnes (voir par. 123-125). Mais les branches non agricoles de l'économie de la communauté chypriote turque ont dans le passé dépendu en partie d'activités intercommunautaires, comme le commerce et l'emploi dans les secteurs public et privé. Ces activités ont été fortement réduites du fait de la situation politique. Dans l'ensemble, la présence continue d'un grand nombre de personnes déplacées, les restrictions économiques, les entraves à la liberté de mouvement, la perte de sources de revenus résultant de la contraction de l'emploi dans les secteurs public et privé, etc., ont contribué à maintenir l'économie de la communauté chypriote turque dans un état de stagnation. On estime que le nombre des personnes déplacées est d'au moins 20 000 et que le nombre total de personnes nécessiteuses atteint plus de deux fois ce chiffre. Des milliers de Chypriotes turcs dépendent de secours de l'étranger, notamment de Turquie, pour leurs besoins essentiels.

ii) Restrictions économiques

118. La liste d'articles interdits aux Chypriotes turcs n'a pas été réduite; au contraire, cinq nouveaux articles y ont été ajoutés le 19 mars 1965, à savoir les bateaux et canots à moteur, les tracteurs, les excavatrices, les véhicules tout terrain et les camions. En ce qui concerne les méthodes d'application des restrictions touchant ces cinq articles, le gouvernement a précisé que seules les nouvelles acquisitions étaient interdites; les articles se trouvant déjà en la possession de Chypriotes turcs ne feraient l'objet d'aucune mesure de la part des autorités dans les zones contrôlées par le gouvernement, à condition qu'ils soient dûment assurés et que les permis nécessaires aient été obtenus.

119. La Force a exprimé ses regrets au sujet de cette mesure, qui va manifestement à l'encontre du retour souhaité aux conditions normales. A l'heure actuelle, 43 articles figurent sur la liste : certains d'entre eux ont un intérêt militaire direct, tandis que d'autres n'ont qu'un intérêt militaire indirect ou insignifiant.

120. Le 15 avril 1965, l'officier de liaison politique du gouvernement a informé la Force que le gouvernement avait donné aux commandants divisionnaires de police le pouvoir d'autoriser, en consultation avec les fonctionnaires de district, la fourniture aux Chypriotes turcs de quantités limitées d'articles figurant sur la liste des articles interdits, tels que matériaux de construction, pièces de rechange d'automobile, fongicides, etc., à condition que ces fonctionnaires n'aient pas de raisons de penser que ces articles pourraient être utilisés à des fins illicites et qu'il n'y ait pas de stockage. Dans l'ensemble, cette décision du gouvernement a simplement donné la sanction officielle à une pratique préexistante.

121. Sauf à Kokkina (voir par. 144), les approvisionnements commerciaux ne figurant pas sur la liste d'articles interdits ont continué à entrer dans les secteurs chypriotes turcs ou à en sortir. Toutefois, ils continuent de faire l'objet d'inspections aux points de contrôle (voir par. 111).

iii) Agriculture

122. Pendant l'hiver et le printemps, les précipitations ont été exceptionnellement élevées pour Chypre; en conséquence, la récolte des céréales, notamment le blé et l'orge, s'avère très bonne.

123. D'une manière générale, le gouvernement a continué à partiquer la politique consistant à éviter toute mesure qui pourrait créer des difficultés injustifiées et avoir des répercussions défavorables sur la culture des terres par les Chypriotes turcs.

124. Jusqu'ici, les Chypriotes turcs n'ont pas éprouvé de difficultés sérieuses à récolter le blé et l'orge. Des quantités substantielles de carburant ont été débloquées par le gouvernement pour les moissonneuses-batteuses opérant dans les villages turco-chypriotes. Dans tous les districts de l'île, des dispositions satisfaisantes pour la moisson ont été appliquées à l'échelon des autorités locales avec l'assistance du commandement local de la Force.

/...

125. S'efforçant de son côté de contribuer à rétablir la situation normale, la Force s'est chargée d'assurer la sécurité dans les secteurs névralgiques, c'est-à-dire dans les secteurs où des villages ou des champs chypriotes grecs sont adjacents à des villages ou des champs chypriotes turcs. Des patrouilles de surveillance ont été fournies par la Force pendant la moisson à la demande des cultivateurs de l'une ou l'autre communauté.

126. Certains différends concernant la récolte ont surgi entre des villages des deux communautés, mais ont été aplanis par la Force. De même, quelques différends entre le Gouvernement et les villages turco-chypriotes au sujet de cultures pratiquées sur des terres gouvernementales données à bail à des Chypriotes turcs et dont le loyer n'avait pas été payé depuis longtemps ont été réglés par le paiement de ces loyers grâce aux bons offices de la Force.

127. Quelques problèmes ont surgi du fait que certaines terres turco-chypriotes dépendant de villages abandonnés avaient étéensemencées pendant l'automne dernier par des cultivateurs chypriotes grecs; de même, des terres chypriotes grecques situées dans des secteurs contrôlés par les Chypriotes turcs avaient étéensemencées par des cultivateurs chypriotes turcs. Dans quelques cas, la Force a pu négocier des arrangements particuliers entre les intéressés. De leur côté, les autorités gouvernementales compétentes ont indiqué qu'elles faisaient le nécessaire pour assurer que les Chypriotes grecs qui avaient illicitement fait des semailles sur les terres turco-chypriotes seraient simplement remboursés de leurs frais; le gouvernement se chargerait de la vente de la récolte et en placerait le produit dans un fonds spécial. Ce fonds servirait à dédommager les cultivateurs chypriotes turcs dont les terres avaient été illicitement cultivées, à condition que les Chypriotes grecs se trouvant dans le même cas soient dédommages au moyen de fonds turco-chypriotes. Sinon, le gouvernement se servirait du fonds spécial pour dédommager les Chypriotes grecs. La Force a estimé que le système de dédommagement réciproque devait être encouragé et elle a recommandé aux dirigeants chypriotes turcs d'envisager sérieusement d'adopter ce système.

128. Dès le mois de mars 1965, des difficultés ont surgi au sujet de l'allocation de gas-oil et de lubrifiants aux Chypriotes turcs possédant des tracteurs. Pendant l'automne de 1964, la Force avait convenu avec les autorités gouvernementales compétentes (voir S/6102, par. 81) que les Chypriotes turcs recevraient des

quantités raisonnables de gas-oil et de lubrifiants pour leurs tracteurs, en fonction des superficies à labourer. Ces arrangements ont permis aux cultivateurs chypriotes turcs d'ensemencer leurs terres avant l'hiver. Néanmoins, après avoir décidé que le gas-oil et les lubrifiants ne seraient livrés que si les propriétaires de tracteurs avaient des permis en règle, le Ministère de l'agriculture a fait savoir en mars 1965 que, pour que des permis de conduire des tracteurs agricoles soient délivrés gratis, les tracteurs devaient être inspectés afin d'établir qu'ils étaient utilisés à des fins agricoles seulement. Le gouvernement a décliné l'offre de la Force d'escorter les fonctionnaires du gouvernement dans les villages turco-chypriotes pour des tournées d'inspection, ainsi qu'une autre proposition tendant à ce que l'inspection se fasse sur terrain "neutre". D'autre part, les dirigeants chypriotes turcs étaient opposés en principe à ce que les cultivateurs chypriotes turcs renouvellent leur permis en payant les redevances élevées (jusqu'à 20 livres) perçues pour les tracteurs non agricoles. On continue à s'efforcer de trouver une solution.

129. En général, la Force a essayé de favoriser par tous les moyens possibles le retour à une situation normale dans le secteur agricole, qui est si important pour l'économie de l'île. Elle a fourni des équipes d'observateurs aux cultivateurs des deux communautés afin de faciliter la culture des terres dans les secteurs névralgiques. Elle a usé de ses bons offices pour que des quantités raisonnables de carburant soient fournies aux villages turco-chypriotes pour la manoeuvre des pompes à eau et pour l'irrigation. Elle a aidé à résoudre des problèmes d'adduction d'eau, à assurer la réparation des canalisations d'eau rompues et à percevoir le montant des notes de distribution d'eau impayées. Elle a aidé les Chypriotes turcs à inspecter les plantations d'agrumes abandonnées et a fourni une assistance pour assurer leur entretien. Elle a négocié avec le gouvernement le déblocage de certaines quantités de soufre et d'engrais azotés (tous deux sur la liste d'articles interdits) et a supervisé leur utilisation. Elle a continué à fournir une assistance pour la vaccination du bétail dans les secteurs turco-chypriotes. Elle a aidé à mettre en train une campagne antipaludique dans les villages turco-chypriotes du district de Paphos, etc. En d'autres termes, chaque fois qu'il s'est produit une interruption des activités normales ou qu'il y a eu un obstacle à supprimer, la Force s'est montrée disposée à user de ses bons offices et à contribuer à mettre au point des solutions pratiques.

/...

iv) Marché local et marché d'exportation

130. Au début du mois de mai, les dirigeants chypriotes turcs ont demandé à la Force de s'assurer si la Commission des céréales s'engagerait fermement à acheter à des prix subventionnés la récolte de céréales de 1965 aux cultivateurs chypriotes turcs (voir S/6228, par. 146). Après que la Force eut soulevé la question auprès des services officiels compétents, le Ministre des finances a informé le représentant spécial, le 28 mai, que le Gouvernement chypriote avait autorisé la Commission des céréales à acheter les céréales produites par les cultivateurs chypriotes turcs. Les dispositions nécessaires devaient être prises par la Commission elle-même. La Force a organisé des échanges de vues entre la Commission et les représentants des Chypriotes turcs; à la date du présent rapport, les entretiens avaient bien progressé. Si un accord est conclu sur les modalités de la vente de la prochaine récolte de blé et d'orge au gouvernement à des prix subventionnés, il se peut que le gouvernement ait à payer aux cultivateurs chypriotes turcs des sommes représentant au total environ un million de livres chypriotes.

131. La coopération a continué à régner de toutes parts en ce qui concerne la récolte et l'écoulement des agrumes et des autres fruits. La Force a continué à aider les planteurs chypriotes turcs qui se sont adressés à elle. Hormis quelques inspections aux points de contrôle, aucun obstacle sérieux n'a été rencontré par ces planteurs dans la vente locale et dans l'exportation de leur récolte.

v) Industrie

132. Aucun changement important n'est intervenu dans la situation décrite dans le dernier rapport (S/6228, par. 148-153). Toutefois, les fours à chaux turco-chypriotes d'Ambelikou ont été fermés en raison de la situation militaire qui existe dans la région (voir par. 76-79).

133. La minoterie turco-chypriote de Nicosie a bénéficié de l'augmentation de l'allocation de blé, qui, par décision du gouvernement prise le 21 mai, a été portée de 120 à 160 tonnes par semaine (voir par. 142).

D. Mesures d'aide aux réfugiés et autres personnes en détresse

134. En ce qui concerne les réfugiés, la situation est demeurée inchangée, pour l'essentiel, depuis le dernier rapport (voir S/6228, par. 154 et 155). Les activités d'aide aux réfugiés et autres personnes en détresse qui ont été entreprises par la Force des Nations Unies pendant la période considérée dans le présent rapport ont trait principalement aux secours envoyés par le Croissant-Rouge.

i) Secours du Croissant-Rouge

135. Comme il était dit dans le dernier rapport, certains articles compris dans la huitième cargaison envoyée par le Croissant-Rouge turc n'avaient pas été admis par les douanes chypriotes étant donné qu'ils étaient considérés comme utilisables à des fins militaires (S/6228, par. 156 à 161). Il s'agissait de 5 036 paires de chaussures, 4 000 paires de chaussettes de laine, 1 500 gilets et près de 9 tonnes de savon.

136. Le 13 mai 1965, la Force des Nations Unies a été informée par les dirigeants chypriotes turcs qu'au début du mois d'avril les autorités gouvernementales avaient retiré certains articles de l'entrepôt douanier de Famagouste. Après enquête de la Force des Nations Unies, il est apparu que les chaussures et les chaussettes de laine avaient été confisquées par le gouvernement.

137. Le représentant du Comité international de la Croix-Rouge à Chypre, auquel l'envoi du Croissant-Rouge était adressé, a fait des représentations aux autorités compétentes et a été informé que le gouvernement était disposé à verser une indemnité pour les marchandises confisquées. Les négociations se poursuivent à ce sujet.

138. Le gouvernement a également décidé de permettre que les autres articles, à savoir le savon et les gilets, parviennent en franchise aux Chypriotes turcs. Le 24 mai, ces marchandises ont été remises aux dirigeants chypriotes turcs pour être distribuées sous la surveillance de la Force des Nations Unies.

139. Les premières démarches de la Force des Nations Unies pour faciliter l'entrée en franchise à Chypre d'une neuvième cargaison d'articles envoyés par le Croissant-Rouge sont consignées dans le précédent rapport (S/6228, par. 163 à 165).

140. En réponse à l'appel qui lui avait été adressé par le représentant spécial le 7 mars 1965 (S/6228, par. 165), le président Makarios a de nouveau invoqué, le 18 mars, les raisons d'ordre économique qui avaient obligé le gouvernement à

restreindre l'importation des articles envoyés par le Croissant-Rouge. Ces articles étaient répartis en trois catégories : 1) certains articles pouvaient entrer en franchise; 2) d'autres étaient assujettis aux droits de douane étant donné qu'ils étaient produits à Chypre en quantités suffisantes; 3) enfin, l'importation de certains articles, notamment la farine et l'huile d'olive, était interdite.

141. Le 24 mars, le représentant permanent de la Turquie a communiqué au Secrétaire général un message en date du 23 mars dans lequel le vice-président Kutchuk demandait que de nouvelles mesures soient prises pour que les approvisionnements du Croissant-Rouge puissent entrer à Chypre en franchise le plus tôt possible (S/6255). Le Secrétaire général a communiqué ce message au représentant spécial et l'a autorisé à prendre les mesures appropriées.

142. A la suite de nouvelles démarches du représentant spécial et du délégué du Comité international de la Croix-Rouge, le président Makarios a informé le représentant spécial, dans une lettre en date du 4 mai, que le gouvernement avait décidé de permettre l'importation en franchise de tous les articles appartenant à la première et à la deuxième catégorie définies ci-dessus. De nouveaux efforts du représentant spécial ont abouti à ce que le gouvernement consente à laisser entrer en franchise de l'huile de coton raffinée destinée à remplacer l'huile d'olive, laquelle demeurerait dans la troisième catégorie, c'est-à-dire celle des marchandises interdites. Le gouvernement continuait de ne pas permettre l'importation de la farine expédiée par le Croissant-Rouge, mais il acceptait, afin que les besoins de la communauté chypriote turque puissent être entièrement satisfaits, de porter de 120 à 160 tonnes par semaine l'allocation de blé à la minoterie chypriote turque, au prix subventionné (voir par. 133).

143. La neuvième cargaison du Croissant-Rouge est arrivée au port de Famagouste le 24 mai. Sur un total de 473 tonnes, il y avait 387 tonnes de denrées alimentaires, le reste comprenant des vêtements, des fournitures médicales et divers autres articles. Les dispositions relatives à l'entrée du navire dans le port, au dédouanement et au déchargement des marchandises ont été prises par l'intermédiaire de la Force des Nations Unies, agissant en coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge. Après examen de la cargaison par les autorités douanières, certains articles n'ont pas été dédouanés étant donné qu'ils ne

figuraient pas sur la liste des marchandises approuvées. Le représentant du Comité international de la Croix-Rouge négocie actuellement avec les autorités compétentes le dédouanement de ces articles, qui, manifestement, ne présentent aucun intérêt particulier du point de vue militaire.

ii) Secours et approvisionnements commerciaux à Kokkina

144. Kokkina demeure une zone d'accès réglementé où les dispositions concernant la liberté de mouvement des personnes et des marchandises ne s'appliquent pas. Depuis septembre 1964, les seuls articles dont le gouvernement ait autorisé l'entrée dans cette localité ont été les marchandises du Croissant-Rouge expédiées tous les 15 jours de Nicosie, le bois de chauffage expédié de Limnitis selon les besoins et, de temps à autre, des fruits et des légumes frais provenant de Limnitis et d'autres villages avoisinants, le tout sous escorte de la Force des Nations Unies. Les Chypriotes turcs empêchent les civils chypriotes grecs de traverser l'enclave.

145. Depuis le mois de mars 1965, les secours envoyés à Kokkina ont été acheminés non pas par des véhicules de la Force, mais par des véhicules appartenant aux Chypriotes turcs, escortés par des éléments de la Force (voir S/6228, par. 170). Cet arrangement s'est révélé satisfaisant.

146. La quantité de vivres dont l'entrée est autorisée dans la zone est fixée, d'une manière générale, compte tenu du nombre des habitants. Cela a donné lieu à des désaccords sur le chiffre exact de la population. Les logements sont surpeuplés et en mauvais état et les installations sanitaires presque inexistantes. Nombreux sont ceux qui vivent encore sous la tente ou dans des grottes. Il n'y a pas d'électricité et pas de service postal.

147. Les dirigeants chypriotes turcs se sont plaints plusieurs fois à la Force des Nations Unies de l'insuffisance des approvisionnements à Kokkina et des épreuves imposées à la population.

148. Depuis la fin des combats de Tylliria en août 1964, la situation à Kokkina et aux alentours est demeurée essentiellement inchangée. Malgré quelques incidents, la situation ne diffère guère, du point de vue de la sécurité, de celle qui règne dans certains autres secteurs du pays.

/...

149. La Force des Nations Unies a de nouveau fait le point de la situation à Kokkina pour voir dans quelle mesure elle pouvait contribuer au rétablissement d'une situation normale conformément à son mandat. Le 1er juin 1965, le Commandant de la Force a adressé au président Makarios une communication dans laquelle il a proposé que le gouvernement rapporte toutes les mesures restrictives qui s'appliquent exclusivement à Kokkina, c'est-à-dire les mesures autres que celles qui sont en vigueur dans la zone d'accès réglementé située au nord de Nicosie.

150. Il a notamment été demandé au gouvernement d'envisager les mesures suivantes :

a) Toutes les personnes possédant des pièces d'identité valables devraient pouvoir entrer à Kokkina et en sortir librement. En outre, tous les intéressés devraient faciliter le transit à travers la zone de Kokkina.

b) La circulation des marchandises à destination et en provenance de Kokkina devrait être assujettie à la même réglementation que celle qui est en vigueur dans les autres parties de l'île, c'est-à-dire que les marchandises commerciales dont la circulation est autorisée ailleurs devraient également être autorisées dans cette zone.

c) Si des services postaux unifiés étaient rétablis à Nicosie ou à Lefka, les mêmes dispositions devraient s'appliquer à Kokkina.

151. Entre-temps, le gouvernement avait accepté la proposition de la Force concernant l'amélioration de l'approvisionnement en eau du village de Kokkina. Des installations d'adduction auxiliaires destinées à assurer au village une quantité d'eau raisonnable sont actuellement en cours d'aménagement sous la surveillance de la Force. En outre, la Force avait reçu verbalement des autorités compétentes l'assurance que le rationnement des vivres serait aboli, sauf pour les marchandises susceptibles d'être stockées. Des articles tels que les cigarettes, les articles de sport, les livres et les fournitures scolaires seraient admis dans la zone à l'avenir. Une quantité limitée de vêtements pour hommes, dont l'entrée était jusque-là interdite, serait désormais admise. Aucune restriction ne serait imposée à l'entrée des quantités nécessaires de fourrages et de céréales secondaires. Toutefois, la liste des articles interdits demeurerait valable pour Kokkina comme pour les autres zones chypriotes turques. Le 10 juin, le président Makarios a

informé le Commandant de la Force que le gouvernement avait décidé de lever toutes les restrictions imposées en ce qui concerne la quantité des vivres destinés aux habitants de Kokkina. Le Président ajoutait qu'aucune restriction ne serait davantage imposée pour les autres approvisionnements, exception faite des articles pouvant être utilisés à des fins militaires.

iii) Problème de la réinstallation des réfugiés

152. En dépit des efforts réitérés de la Force des Nations Unies pour encourager une réinstallation au moins progressive ou partielle des personnes déplacées qui sont des Chypriotes turcs, aucun progrès important n'a été réalisé à cet égard.

153. Les deux parties restent sur leurs positions, qui ont été exposées précédemment (voir S/6102, par. 58-62). Les dirigeants chypriotes turcs affirment que les réfugiés ne sont pas disposés à retourner dans leurs villages parce que la sécurité n'y est pas assurée et que le problème ne peut donc être résolu de façon satisfaisante que par un règlement politique définitif.

154. La position du gouvernement a été énoncée par le président Makarios dans sa lettre du 12 novembre au représentant spécial (S/6102, annexe III), dans laquelle il était dit que le gouvernement était prêt à faire tout son possible pour faciliter le retour des personnes déplacées dans leurs localités d'origine. Le gouvernement affirme que les dirigeants chypriotes turcs n'envisagent le retour des personnes déplacées que dans les régions qui offriraient d'éventuels avantages militaires ou qui permettraient d'étendre le territoire contrôlé par les Chypriotes turcs.

155. La situation dans le village de Mallia, dans le district de Limassol, constitue un bon exemple des difficultés que soulève la réinstallation des personnes déplacées. En décembre 1960, la population de Mallia comprenait 80 Chypriotes grecs et 600 Chypriotes turcs. En 1963 il y avait 900 Chypriotes turcs. Après les combats qui ont eu lieu dans le village en mars 1964, tous les Chypriotes turcs sont partis. Comme Mallia est l'un des plus riches villages vinicoles de Chypre, les autorités du district et la Force des Nations Unies ont déployé des efforts considérables pour encourager les Chypriotes turcs réfugiés à retourner à Mallia pour y faire les vendanges en 1964. A la mi-septembre, environ 120 familles chypriotes turques étaient revenues au village. Après les vendanges, la population chypriote turque a eu tendance à fluctuer selon l'évolution de la situation politique et selon les

travaux à faire dans les vignes avant les vendanges de 1965. Au début d'avril 1965, on signalait qu'il y avait environ 300 Chypriotes turcs dans la région. Leur nombre a de nouveau baissé considérablement, maintenant que les travaux saisonniers de printemps sont terminés; l'absence très nette d'encouragements de la part de leurs dirigeants n'est sans doute pas étrangère au fait que les Chypriotes turcs ne se sont pas réinstallés à Mallia.

156. Ailleurs dans l'île, la Force des Nations Unies négocie à la fois avec le gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs pour favoriser le retour de Lefka à Kokkina de douze familles comprenant environ 37 femmes, vieillards et enfants. Ces familles ont été évacuées de la région de Mansoura-Kokkina au mois d'août dernier lorsque les combats ont éclaté à Tylliria. Ces négociations progressent quelque peu. A part cela, il n'y a pas de changement dans la situation des réfugiés à Tylliria. Les dirigeants chypriotes turcs n'incitent pas les réfugiés à retourner dans leurs villages, sauf à Kokkina, et posent comme condition que le gouvernement s'engage à ne pas établir de postes armés dans les villages qui ont été pris par la Garde nationale en août 1964. Le gouvernement, en revanche, est favorable au retour des réfugiés dans leurs villages, sauf à Kokkina, mais n'accepte pas de changer quoi que ce soit au contrôle militaire qu'il exerce sur la région.

E. Normalisation des services publics

i) Services postaux

157. Pendant la période considérée, la Force des Nations Unies a poursuivi ses efforts en vue de rétablir un service postal normal. Il y a déjà longtemps que les positions des deux parties à cet égard ne sont pas trop éloignées l'une de l'autre, mais des raisons essentiellement politiques ont empêché à plusieurs reprises qu'un accord n'intervienne sur les questions qui restaient en suspens. Comme je l'ai indiqué dans mon rapport précédent (S/6228, par. 185), deux questions ont empêché l'aboutissement des négociations relatives aux arrangements proposés par la Force des Nations Unies : d'une part, le nombre de Chypriotes turcs qui seraient employés par l'administration des postes et, d'autre part, la disposition réservant les droits et les revendications des parties. En ce qui concerne cette dernière question, la Force a récemment suggéré que l'on pourrait venir à bout des difficultés actuelles en rédigeant la disposition de façon plus précise de manière à mentionner spécifiquement les droits et revendications que les postiers chypriotes turcs peuvent avoir en ce qui concerne leur statut dans l'administration postale.

Le gouvernement, qui considérait auparavant que toute disposition de ce genre était inacceptable, s'est montré compréhensif. Mais les dirigeants chypriotes turcs ont fait savoir à la Force que les postiers chypriotes turcs tenaient au maintien de la clause initiale proposée par les Chypriotes turcs, en vertu de laquelle la réserve devait s'appliquer à "tous droits et revendications que les parties (y compris les fonctionnaires ou employés) peuvent avoir vis-à-vis les uns des autres".

158. Les deux parties ne sont toujours pas d'accord sur le nombre de Chypriotes turcs que l'administration postale devrait employer. Le gouvernement, qui n'est disposé à recruter que dix postiers chypriotes turcs à Nicosie (y compris Lefka), serait prêt cependant à modifier ce chiffre si le volume de travail prouvait que la chose est nécessaire. Le gouvernement serait également disposé à employer d'autres Chypriotes turcs dans les bureaux de poste des principales villes de l'île. Les dirigeants chypriotes turcs continuent à exiger, cependant, que 24 postiers soient réintégrés à Nicosie et Lefka.

159. C'est ainsi qu'en dépit des bons offices de la Force, il n'a pas encore été possible de rétablir cet important service public et qu'un secteur non négligeable de la population chypriote turque continue à être privé de services postaux.

ii) Versement des prestations des assurances sociales

160. Comme je l'ai indiqué dans mon rapport du 10 septembre 1964 (S/5950, par. 117-122), il n'y a qu'un nombre limité de Chypriotes turcs qui reçoivent les pensions de vieillesse, les pensions de veuve et autres prestations auxquelles ils ont droit aux termes de la loi de 1956 sur les assurances sociales et de la loi plus récente promulguée en octobre 1964. La situation à cet égard reste essentiellement la même.

161. En mai 1965, la Force des Nations Unies a de nouveau soulevé auprès du gouvernement la question des Chypriotes turcs qui ont droit à une pension, en particulier le problème de ceux dont le droit à pension a été établi avant le mois de décembre 1963. Selon la position officielle du gouvernement, les pensions de vieillesse, les pensions de veuve et prestations de maternité ne pourront être versées tant que les inspecteurs des assurances sociales ne pourront se rendre, aux dates choisies par eux, auprès des bénéficiaires, afin de vérifier qu'ils n'ont pas d'emploi rémunéré et que les prestations des assurances sociales constituent leur seul moyen d'existence.

162. Après des pourparlers avec la Force des Nations Unies, le Ministre du travail et des assurances sociales a déclaré, le 31 mai, que les versements dus aux bénéficiaires dont les droits étaient reconnus avant 1964 pourraient reprendre à condition que les dirigeants chypriotes turcs acceptent que des inspecteurs des assurances sociales se rendent de temps à autre dans leurs régions, sous escorte de la Force des Nations Unies, mais sans prévenir à l'avance, de façon à vérifier les droits des bénéficiaires.

163. Le Ministre a aussi indiqué que les droits à pension de nouveaux bénéficiaires seraient reconnus dans les mêmes conditions que ceux des anciens bénéficiaires sur preuve d'un certificat approprié délivré par un médecin agréé par le gouvernement. La Force pourrait aider à prendre toutes les dispositions nécessaires à cet égard.

164. Le 1er juin 1965, le Commandant de la Force a présenté ces propositions aux dirigeants chypriotes turcs pour qu'ils les examinent. Les dirigeants chypriotes turcs ont indiqué qu'ils préféreraient que des fonctionnaires chypriotes turcs des assurances sociales soient chargés de faire les inspections. On leur a signalé que cette suggestion avait été faite au gouvernement, qui l'avait rejetée. Les dirigeants chypriotes turcs ont promis d'étudier avec soin les propositions du gouvernement. Les pourparlers se poursuivent.

iii) Eau, gaz, électricité, etc.

165. La situation, telle que je l'ai exposée dans mon dernier rapport (S/6228, par. 171 à 173), n'a pas sensiblement changé.

iv) Problèmes relatifs aux recettes publiques; réclamations individuelles

166. Il n'y a pas eu de nouveaux échanges de vues entre le gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs sur les réclamations et contre-réclamations relatives aux recettes publiques mentionnées dans le dernier rapport (voir S/6228, par. 174-181).

167. La Chambre communale turque a commencé à prendre des dispositions en vue de percevoir des impôts sur le revenu auprès des membres de la communauté chypriote turque.

168. Certaines réclamations financières individuelles des Chypriotes turcs vis-à-vis du gouvernement restent encore en suspens, le gouvernement craignant que les sommes qui pourraient être versées en ce moment, ou du moins une partie importante de ces sommes, soient utilisées à des fins "insurrectionnelles". La Force des Nations Unies a adressé des représentations au gouvernement au sujet d'un cas d'espèce, dans lequel le gouvernement avait suspendu le paiement de l'indemnité pécuniaire à laquelle un Chypriote turc, citoyen de la République, avait officiellement droit. Dans une lettre en date du 28 mai 1965, le Ministre des finances a confirmé la décision gouvernementale de suspendre le versement en question, en ajoutant toutefois : a) que le gouvernement reconnaissait catégoriquement ses obligations financières envers les citoyens de la République; b) qu'il n'avait jamais eu l'intention de les méconnaître; c) qu'il ne faisait pas le moindre doute que le gouvernement honorerait, le moment venu, ses engagements financiers.

v) Enseignement

169. La Force a continué à user de ses bons offices de la manière décrite dans mon rapport précédent (S/6228, par. 182 à 184).

170. Le dernier envoi du Croissant-Rouge, arrivé à Famagouste le 24 mai (voir par. 139-143), contenait une assez grande quantité de manuels scolaires et de fournitures de papeterie qui seront bientôt distribués aux écoles chypriotes turques dans toute l'île.

F. Fonctionnement des tribunaux judiciaires et administration de la justice

171. Aucun changement important n'a été relevé au cours des trois derniers mois en ce qui concerne le fonctionnement des tribunaux judiciaires, que ce soit à Nicosie ou dans le reste de l'île, la situation restant celle que décrivait mon dernier rapport au Conseil de sécurité (S/6228, par. 192-202). Bien que les juges des deux communautés aient continué à se rendre régulièrement aux tribunaux, les difficultés fondamentales qui empêchent la situation de redevenir normale dans ce domaine subsistent; en particulier, les membres de la communauté chypriote

turque n'ont pas recours aux tribunaux et ne se rendent pas aux audiences, et le gouvernement n'a pas accédé à la demande de la communauté chypriote turque tendant à ce qu'il soit ouvert à Nicosie une annexe du Palais de justice où les affaires civiles auxquelles ne seraient parties que des Chypriotes turcs seraient entendues par des juges chypriotes turcs de la République. L'impossibilité d'accéder aux archives judiciaires et cadastrales (S/6228, par. 186-191) continue également à entraver l'activité des tribunaux.

172. Le nombre des Chypriotes turcs qui sont actuellement en détention préventive pour des délits qu'ils auraient commis à l'occasion des troubles de 1963-64 entre les deux communautés n'est plus que de neuf, un des détenus ayant récemment été relaxé. Il semble que certaines des personnes encore détenues aient demandé au gouvernement l'autorisation de se rendre à l'étranger et que leur demande soit actuellement à l'étude. La Force a été informée qu'il y avait 33 autres Chypriotes turcs en prison, purgeant des peines auxquelles ils avaient été condamnés avant les troubles de décembre 1963 pour des délits sans rapport avec ces troubles.

173. Dans l'ensemble, les juges de la République ont continué, pendant la période considérée, à pouvoir se déplacer librement et sont restés à l'abri des interventions ou des perquisitions de la police; on signale cependant un incident récent lors duquel la voiture d'un juge chypriote turc a été fouillée par la police. La police, sur les lieux mêmes et au quartier général de la police, a exprimé ses regrets et présenté ses excuses au juge. Il semble que la Cour suprême soit actuellement en rapport avec le Ministre de l'intérieur pour étudier les moyens de prévenir le retour de tels incidents.

174. Les difficultés pratiques mentionnées dans le rapport précédent, qui font obstacle au rétablissement d'une administration régulière et normale de la justice (S/6228, par. 203), sont restées les mêmes. Cette situation anormale a été mise en lumière récemment par les problèmes rencontrés au cours de l'enquête sur les assassinats commis le 11 avril sur la route de Larnaca (voir par. 99-101).

175. Mon dernier rapport (S/6228, par. 205) faisait état des plaintes des dirigeants chypriotes turcs concernant les mesures d'expropriation prises contre des membres de cette communauté en vue d'exécuter des travaux publics. Au cours des trois derniers mois, des travaux de terrassement ont été entrepris par les autorités

municipales à des fins d'intérêt public (élargissement de rues et construction d'un parc à automobiles) sur des terrains de l'EVKAF (la fondation religieuse chypriote turque) situés à Nicosie et à Larnaca, y compris des portions de terrains se trouvant dans l'enceinte de deux mosquées et un ancien lieu de sépulture. L'affaire a été portée à l'attention des autorités compétentes du gouvernement, qui se sont engagées à veiller au respect de la légalité.

IV. ASPECTS FINANCIERS

176. A la date du 9 juin 1965, trente-huit Etats, dont quatre Etats non membres, avaient annoncé des contributions en espèces ou en nature représentant au total l'équivalent de 25,5 millions de dollars des Etats-Unis pour couvrir les dépenses que l'Organisation aurait encourues pendant la période de 15 mois comprise entre le 27 mars 1965 et le 26 juin 1965, pour le fonctionnement et l'entretien de la Force à Chypre. Une liste, arrêtée au 9 juin 1965, des contributions annoncées au Compte spécial de la Force est jointe au présent rapport.

177. Le coût total pour l'Organisation pendant la période de 15 mois, avait été estimé à 27 125 000 dollars des Etats-Unis dans le rapport adressé le 11 mars au Conseil de sécurité (S/6228); après examen des derniers états de comptabilité et des demandes de remboursement présentées par les gouvernements, cette estimation est maintenue.

178. Compte tenu de ce qui précède, des contributions supplémentaires d'un montant d'environ 1 600 000 dollars devront être annoncées si l'on veut que l'Organisation puisse faire face à ses obligations financières pendant la durée actuelle du mandat de la Force.

179. S'il est décidé de proroger à nouveau de trois mois, à compter du 26 juin 1965, le mandat de la Force stationnée à Chypre, sans modifier la composition par nationalité, ni les dispositions actuelles concernant les dépenses supplémentaires dont les gouvernements fournissant les contingents demanderaient le remboursement, la dépense à la charge de l'Organisation, non compris les frais de rapatriement qui pourraient s'élever à 900 000 dollars, est estimée à 6 480 000 dollars. Pour que le mandat de la Force puisse être prorogé à nouveau de trois mois, il faudrait donc que des contributions supplémentaires d'un montant total de 6 480 000 dollars soient annoncées.

V. L'EFFORT DE MEDIATION

180. Conformément à son mandat, le Médiateur des Nations Unies pour Chypre, M. Galo Plaza, m'a présenté le 26 mars 1965 un rapport sur son activité jusqu'à cette date (S/6253 et Corr.1). Le rapport du Médiateur a été transmis le 29 mars 1965 aux membres du Conseil de sécurité ainsi qu'aux parties mentionnées dans la résolution du Conseil en date du 4 mars 1964. Après avoir reçu ce rapport, quatre des parties intéressées m'ont fait connaître leur opinion à ce sujet, que j'ai également transmise aux membres du Conseil de sécurité (S/6267 et Add.1, S/6275 et Add.1, S/6279 et S/6280).

181. Le Médiateur reste à la disposition des parties pour poursuivre l'effort de médiation, conformément aux dispositions de la résolution du Conseil de sécurité en date du 4 mars 1964.

VI. OBSERVATIONS

182. Bien que la situation à Chypre ait été relativement calme au cours des trois derniers mois, elle reste fondamentalement la même et l'on ne s'est pas véritablement rapproché d'une solution des problèmes essentiels. Le calme qui règne dans l'île est précaire : en fait, il est très probable que si la Force n'était pas là, les combats reprendraient sous peu.

183. Pour le moment, la Force constitue également le seul mécanisme par l'intermédiaire duquel les activités civiles, administratives, judiciaires et économiques peuvent se poursuivre à travers les lignes de démarcation entre les communautés. Dans le présent rapport, j'ai exposé de façon assez détaillée les problèmes auxquels on s'est heurté en essayant de progresser encore vers un retour à la normale, et ces problèmes donnent une idée de la désorganisation qui risquerait de se produire dans la vie de l'île si la Force des Nations Unies se retirait.

184. Tenant compte de ce qui précède, je me vois obligé de recommander au Conseil de sécurité de proroger de nouveau le mandat de la Force. A vrai dire, je souhaiterais que les membres du Conseil acceptent cette fois l'idée d'une prorogation de six mois au lieu de la prolongation habituelle de trois mois. Une prorogation plus longue semble en effet être une solution mieux adaptée à la situation actuelle à Chypre. Parmi les nombreux avantages qu'elle présenterait, on peut citer le fait qu'elle faciliterait considérablement la planification et le fonctionnement efficace de la Force, sans compter que ce serait une solution plus économique. Les gouvernements qui fournissent des contingents ont été consultés à ce sujet et n'ont élevé aucune objection à une telle solution. Il convient peut-être de souligner que cette prorogation de six mois ne signifierait évidemment pas que la Force serait dans l'obligation de rester à Chypre pendant six mois à partir du 26 juin, quoi qu'il arrive. Si à un moment quelconque pendant cette période de six mois il se produisait un événement soulevant la question du retrait de la Force avant l'expiration de cette période, je soumettrais évidemment la question sans retard au Conseil de sécurité pour qu'il l'examine et prenne les mesures nécessaires. Dans ce sens, il n'y aurait en fait pas de différence considérable entre une prorogation de trois mois et une prorogation de six mois.

185. A ce propos, je me dois d'attirer l'attention du Conseil sur la partie du rapport consacrée aux aspects financiers, d'où il ressort que les contributions volontaires annoncées à ce jour sont inférieures de 1,6 million de dollars à la somme nécessaire pour la période qui prend fin actuellement. Il sera nécessaire de recueillir cette somme, et d'obtenir d'autres contributions volontaires pour financer toute prolongation du mandat de la Force.

186. A moins que le mandat ne soit modifié, ce qui semble peu probable, ou que de véritables progrès soient réalisés dans le sens d'une solution politique ou d'un retour à une situation plus normale, l'effectif actuel de la Force représente, de l'avis du Commandant de la Force, le minimum absolu au-dessous duquel elle ne pourrait s'acquitter efficacement de ses fonctions.

187. La caractéristique dominante de la situation actuelle est l'affrontement d'éléments armés du Gouvernement chypriote et de la communauté chypriote turque. Le programme de décrochage annoncé par le gouvernement le 21 avril a constitué le point de départ d'un effort pour résoudre ce problème. Toutefois, les possibilités qu'offre un tel plan ne pourront se concrétiser pleinement que s'il est étendu aux secteurs où la tension est très forte, telle que la ville close de Nicosie. Le gouvernement a indiqué qu'il avait l'intention d'étendre l'application du programme de décrochage à tous les secteurs dès que les circonstances le permettraient. Je saisis cette occasion pour prier instamment le Gouvernement de Chypre et la communauté chypriote turque de coopérer de plus en plus étroitement pour faire du décrochage une réalité. Pour pouvoir demander au gouvernement d'élargir la portée géographique du programme et d'en intensifier l'application, il faut que, de leur côté, les Chypriotes turcs réagissent également de façon positive et fassent preuve de bonne volonté, et qu'ils prennent eux aussi des mesures analogues de décrochage sous la protection et la garantie de la Force.

188. Cet affrontement continu d'éléments armés bouleverse la vie normale, compromet la sécurité de tous les habitants de l'île, et crée un risque constant d'accrochages. Je tiens également à faire appel au Gouvernement de Chypre et à la communauté chypriote turque pour qu'ils collaborent avec la Force des Nations Unies à l'application de mesures tendant à éliminer les situations explosives et précaires, telles que celles qui existent à Lefka-Ambelikou et dans certaines parties de

Nicosie, où les éléments militaires s'affrontent de si près qu'il est impossible pour la Force de s'acquitter de façon efficace et sûre, que ce soit en s'interposant ou par d'autres moyens, de sa mission qui est d'empêcher la reprise des combats.

189. Par suite de circonstances dont le Conseil a été pleinement informé dans les rapports précédents sur cette question, les efforts de médiation en sont actuellement au point mort. Cet état de choses, qui est regrettable, n'exclut pas pour autant la possibilité de poursuivre, comme l'a recommandé le Médiateur, les efforts tendant à faciliter les entretiens et les négociations entre les parties intéressées, à n'importe quel niveau, en vue du règlement des problèmes politiques. A ce propos, on sait que des conversations bilatérales ont lieu entre la Grèce et la Turquie, et il faut espérer qu'elles donneront des résultats concrets. En outre, je suis convaincu depuis longtemps qu'il serait très utile que des conversations aient lieu à l'échelon local entre des fonctionnaires du Gouvernement de Chypre et des dirigeants de la communauté chypriote turque. Les efforts dans cette direction se poursuivront.

/...

ANNEXE

CONTRIBUTIONS ANNONCEES ET VERSEES AU COMPTE SPECIAL DE LA FORCE
DES NATIONS UNIES A CHYPRE : ETAT AU 9 JUIN 1965

(Equivalents en dollars des Etats-Unis)

<u>Pays</u>	<u>Montant</u> (Dollars)
Australie	411 875
Autriche	160 000
Belgique	462 321
Cambodge	600
Chypre	280 000
Côte-d'Ivoire	10 000
Danemark	375 286
Etats-Unis d'Amérique	10 600 000
Finlande	25 000
Grèce	2 450 000
Iran	10 000
Israël	10 000
Italie	678 347
Japon	300 000
Liban	997
Libéria	3 000
Libye	15 000
Luxembourg	25 000
Malaisie	2 500
Malawi	5 590
Malte	980
Maroc	10 000
Népal	400
Nigéria	5 000

/...

<u>Pays</u>	<u>Montant</u> <u>(Dollars)</u>
Norvège	219 190
Nouvelle-Zélande	42 000
Pakistan	2 800
Pays-Bas	543 000
République de Corée	13 000
République fédérale d'Allemagne	2 500 000
Royaume-Uni	5 170 452
Suède	580 000
Suisse	300 000
Trinité et Tobago	2 400
Turquie	300 000
Venezuela	2 000
Viet-Nam	2 000
Zambie	4 000
	<u>25 522 738</u>

